

Une nouvelle faculté en gestation

Page 3



Les Uqamiens à Chicoutimi

Pages 6 et 7



Votre garderie est-elle sécuritaire?

Page 9



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXI

Numéro 16

2 mai 2005

L'UQAM s'agrandit au cœur du Quartier latin

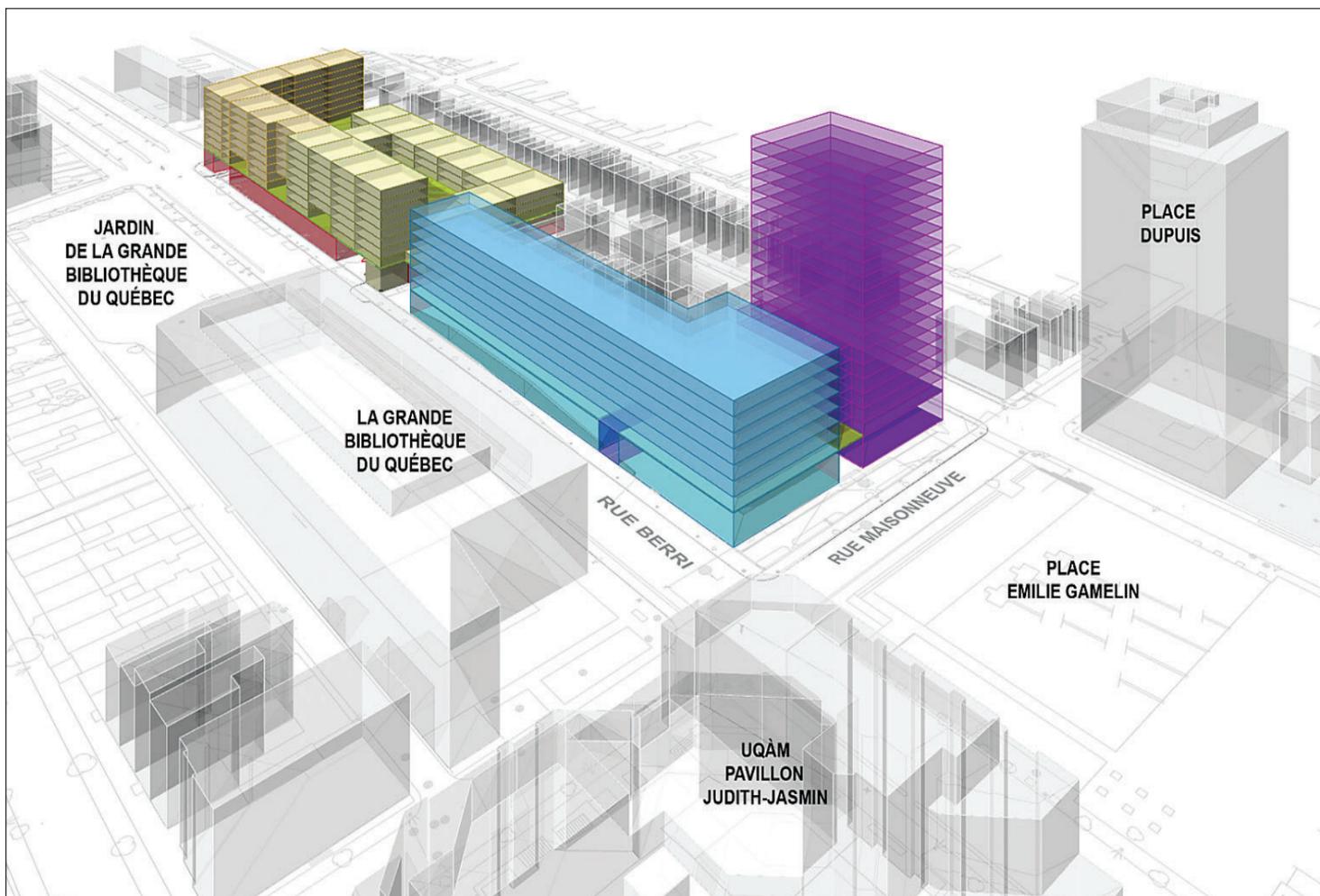
Marie-Claude Bourdon

La nouvelle a filtré dans les journaux avant son annonce officielle, mais, peu importe, le nouveau projet immobilier de l'UQAM semble faire l'unanimité. Le recteur Roch Denis affirme n'avoir reçu que des éloges pour ce projet d'aménagement de l'«îlot Voyageur» qui contribuera à embellir un secteur de la ville qui en a bien besoin. Un nouveau pavillon universitaire, des résidences étudiantes, un stationnement souterrain, un édifice à bureaux pouvant se transformer pour abriter des activités académiques : l'UQAM connaîtra bientôt une nouvelle poussée de croissance en plein cœur du Quartier latin, juste en face de la Grande Bibliothèque fraîchement inaugurée. «Avec un tel projet, il est évident qu'on regarde vers l'avant, dit le recteur avec enthousiasme. On positionne l'UQAM comme lieu de production du savoir au centre-ville pour les 30 prochaines années.»

Un projet imposant

Ce projet, qui intégrera une gare d'autobus entièrement rénovée, est d'une ampleur considérable. Au total, on estime sa valeur à 320 millions de dollars, deux fois celle de l'imposant Complexe des sciences dont la construction s'achève dans le quartier de la Place des Arts. Selon Mauro Malservisi, vice-recteur aux Ressources humaines et aux affaires administratives, «c'est sans doute le plus gros projet immobilier entrepris par l'UQAM depuis la construction du campus central dans les années 70.»

Le projet sera réalisé par étapes, débutant d'ici la fin de 2005 et se terminant en 2008. On commencera par construire la première phase des résidences étudiantes et le stationnement. Cette partie du projet, qui générera des revenus, appartiendra à l'UQAM. Le pavillon universitaire, le terminus avec ses boutiques et l'édifice à bureaux viendront par la suite. Chacun fera l'objet d'un bail emphytéotique de 30 ans avec le promoteur, BUSAC, au terme duquel l'Université en deviendra propriétaire. La firme BUSAC, qui détenait une option d'achat sur le terrain arrivant à échéance le 31 mars, assumera la gestion du projet et financera le gros des travaux. Seule une contribution de 70 millions de dollars est demandée au gouvernement pour l'érection du pavillon universitaire.



Le nouveau pavillon universitaire apparaît en bleu et les résidences en jaune-vert dans le concept préliminaire d'aménagement de l'«îlot Voyageur» signé par la firme Aedifica + TPL Architecture.

Un site stratégique

L'équipe du directeur des investissements, Nicolas Buono, a travaillé d'arrache-pied pendant des mois pour faire en sorte que le projet aboutisse à temps. «Si on avait laissé passer cette occasion, il est évident qu'un autre promoteur l'aurait saisie», note le vice-recteur Malservisi. Plutôt que d'abandonner des lieux aussi stratégiquement situés aux constructeurs de condominiums, l'UQAM s'est assurée de pouvoir combler, au moins en partie, son déficit actuel de 44 000 mètres carrés, et cela, à deux pas de ses pavillons centraux.

Avec l'ouverture récente de la Grande Bibliothèque et la construction prochaine du CHUM au 1000, rue Saint-Denis, le nouveau site viendra également «consolider la vocation culturelle et éducative du secteur», note Sylvain Lefebvre, professeur au Département de géographie et chroniqueur occasionnel dans les médias sur les questions de développement urbain. «Il y a eu toutes sortes de tentatives pour revitaliser ce secteur au cours des dernières années, mais elles n'ont jamais vraiment abouti, dit l'urbaniste. La convergence qu'on observe actuellement entre quelques

joueurs fonciers importants, dont l'UQAM, va permettre une véritable mise en valeur de toute la portion est du centre-ville. C'est une très bonne nouvelle.»

En tout cas, l'idée de faire disparaître du secteur le triste édifice qui sert actuellement de terminus d'autobus ne fera sans doute pleurer personne. Dans le cadre du nouveau projet, la gare se retrouvera sous les résidences étudiantes qui seront construites au-dessus. «Les autobus vont entrer par la rue Berri et sortir par la rue Saint-Hubert», explique Mauro Malservisi. Est-ce que cela ne risque pas de troubler la quiétude des étudiants? Le vice-recteur affirme que les ingénieurs ont tout prévu : «Des solutions déjà mises à l'épreuve ailleurs dans le monde existent à la fois pour le bruit et pour les gaz d'échappement, assure-t-il. Pas question pour nous d'improviser.»

Côté jardin

Sur la rue Berri, en face du jardin de la Grande Bibliothèque, les résidences de la phase 1 compteront 575 chambres. Plus au nord et donnant sur la rue Ontario, la phase 2 regroupera 525 chambres, ainsi que des services liés

à la Cité universitaire internationale de Montréal, dont elles constitueront l'un des trois pôles. Les résidences de sept étages seront agrémentées de cours intérieures et d'espaces verts.

Le nouveau pavillon universitaire formera un «L» sur l'autre coin, à l'intersection de la rue Berri et du boulevard de Maisonneuve, juste en face de la Bibliothèque. Il abritera la Faculté de science politique et de droit, l'École des langues, des salles de cours, une partie de la bibliothèque des sciences juridiques, la Galerie de l'UQAM et les laboratoires uqamiens d'Hexagram (l'Institut de recherche/création en arts et technologies médiatiques). À côté, face à la place Émilie-Gamelin, s'élèvera l'immeuble à bureaux destinés à la location, un édifice que l'UQAM pourra éventuellement récupérer pour ses propres besoins.

Embellir Montréal

Quel effet esthétique produira l'ensemble? Le recteur soutient qu'il ne s'agit pas de construire deux ou trois immeubles de plus dans le quartier, mais de faire une contribution à la beauté de Montréal pour les prochaines décennies. De son côté, l'urba-

niste Sylvain Lefebvre souligne que les nouveaux bâtiments qui auront leur façade sur le boulevard de Maisonneuve contribueront à circonscrire le périmètre de la place Émilie-Gamelin, déjà encadrée par le campus central de l'UQAM, l'édifice d'Archambault et la Place Dupuis. «Un square fonctionne toujours mieux symboliquement et les gens ont davantage tendance à se l'approprier quand il est bien circonscrit, explique-t-il. L'UQAM va donner plus de personnalité à la place Émilie-Gamelin.»

Un tissu urbain plus serré, une vocation éducative confirmée pour le Quartier latin, et un atout extraordinaire pour Montréal, «ville du savoir»: ce projet qui s'amorce alors qu'on parachève celui du Complexe des sciences Pierre Dansereau s'inscrit tout à fait dans la mission de l'UQAM comme université publique, affirme Roch Denis. «Nous élargissons l'espace de la culture, de la communication, des arts et des sciences au centre-ville et, ce faisant, nous répondons à nos besoins présents et futurs en même temps que nous contribuons de manière exceptionnelle au développement de Montréal.» Qui dit mieux? ●

De grands changements sont à prévoir pour 2005

Angèle Dufresne

Nommé récemment par le recteur directeur de la campagne Centraide-UQAM pour deux ans, M. Denis Bertrand est déjà à l'œuvre pour lancer la campagne 2005 très tôt à l'automne. Le bilan de l'année 2004 est globalement un succès, annonce-t-il d'emblée, «nous avons rejoint le même nombre de donateurs, grosso modo, et atteint le même montant de cotisations». Chaque année, des donateurs délaissent Centraide pour encourager d'autres œuvres alors que de nouveaux noms s'ajoutent.

Parmi les faits saillants de la campagne 2004 qui ne sont pas suffisamment connus, M. Bertrand tient à souligner une initiative remarquable qui s'est déroulée en un blitz de deux jours et qui a recueilli 2 800 \$: la «Course étudiante des huards». C'est le regroupement des présidents des associations étudiantes facultaires qui a mandaté les étudiants des Jeux du commerce à organiser l'événement et qu'a coordonné avec brio Josyane Villeneuve, étudiante à l'ESG. Les étudiants étaient invités,

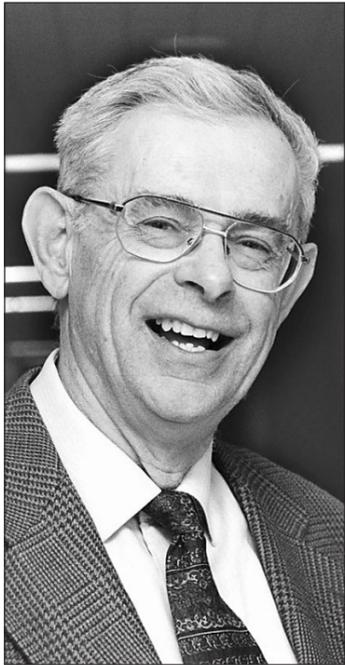


Photo : Nathalie St-Pierre

Denis Bertrand

très simplement, à déposer une pièce de un dollar sur un grand logo de Centraide en trois endroits stratégiques et passants de l'Université. L'initiative sera sans doute reprise en 2005.

Une autre initiative qui a très bien

fonctionné cette année a été la mise en place des cercles des donateurs de 850 \$, 650 \$ et 450 \$. Elle a permis d'identifier des donateurs qu'il sera plus facile de relancer et de «fidéliser», selon la terminologie des collectes de fonds, précise M. Bertrand.

La formation d'un comité d'orientation stratégique des campagnes Centraide est aussi un acquis de cette année et sera maintenu en 2005. L'expérience de M. Bertrand à titre de directeur intérimaire cette année lui a permis de faire plusieurs constats pour améliorer la performance de l'UQAM au cours des années à venir. Il a noté, en effet, que la campagne repose sur trop peu de têtes, est trop longue, pas assez personnalisée et trop centrée sur les relances des donateurs de l'année précédente.

La prochaine campagne débutera donc plus tôt en octobre par le Petit-déjeuner Centraide et ne durera que six semaines en tout. Elle sera donc terminée bien avant Noël. Elle s'appuiera sur un nombre plus étendu de responsables institutionnels car les véritables «piliers» qui sont là depuis des années commencent à souffrir

Résultats de la campagne Centraide-UQAM 2004		
	2003	2004
Nombre de donateurs	623	582
Montant des dons directs	152 118 \$	149 800 \$
Don moyen par membre donateur du personnel régulier	273 \$	292 \$
Montant généré par les activités de mobilisation	8 553 \$	10 900 \$
TOTAL	160 671 \$	160 700 \$

d'essoufflement (on le serait à moins!). M. Bertrand a donc entrepris un travail de terrain pour solidifier sa base.

Par ailleurs, un directeur local de campagne dans chaque unité, aidé d'une équipe de bénévoles qu'il aura choisie, solliciteront leurs pairs de façon plus personnalisée, pour décentraliser l'opération de collecte. Les sollicitateurs locaux distribueront tous les dépliants Centraide dans leur unité et les ramasseront tous deux ou trois semaines plus tard – cachetés – qu'ils aient été remplis ou

non, de façon à préserver la confidentialité de chacun. Cette façon de faire assure que les sollicités qui ne donnent pas le font en pleine connaissance de cause et non par oubli ou inadvertance.

Une des innovations de l'année 2005 sera le don pluriannuel (sur trois ans) par retenues sur la paie ou par carte de crédit. Maintes fois demandé l'an dernier, le don pluriannuel sera donc enfin possible cette année. Les activités traditionnelles seront maintenues tels le petit-déjeuner de lancement (avec sa vente de billets préalable), la vente des sacs de collation «pommes-fromage», la collecte de prix auprès de la communauté universitaire pour les tirages de prix de participation, etc.

Ces systèmes fonctionnent très bien ailleurs, fait valoir M. Bertrand. L'UQAM est loin d'avoir atteint son plein potentiel de donateurs pour Centraide et travaillera à augmenter le taux de participation en développant, sans pressions indues, insiste-t-il, une véritable culture du don. «Une attention particulière sera portée aux nouveaux employés et à toutes les personnes qui sont prêtes à donner, en nous assurant qu'elles peuvent le faire facilement et sans lourdeur administrative», ajoute-t-il en guise de conclusion •

Gala Reconnaissance 2005



Photo : Denis Bernier

De gauche à droite, Anne-Marie Ninacs, Jean-François Saint-Arnaud, Chantale Richer, Jean-François Lisée, Roch Denis, Jacques Trottier, Marie Lavigne, Patrick Pichette et Yves-Marie Morissette.

La cinquième remise des Prix Reconnaissance a eu lieu le 20 avril dernier lors d'un gala organisé à l'hôtel Hilton de la Place Bonaventure par le bureau des Diplômés. Plus de 500 invités sont venus applaudir les sept lauréats – un par faculté – qui se sont distingués par leur contribution exceptionnelle au développement de leur sphère d'activité professionnelle. «Liberté de penser», «créativité», «engagement» : tous les diplômés ont souligné dans leur discours de remerciement les valeurs qu'ils ont héritées de leur passage à l'UQAM et qui ont contribué à leur réussite.

Il s'agit d'Anne-Marie Ninacs, conservatrice de l'art actuel et de la

collection Prêt d'œuvres d'art au Musée national des beaux-arts de Québec (B.A. histoire de l'art 93, M.A. études des arts 95, M.A. muséologie 97); de Jean-François Lisée, directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (L.L.B. 79, M.A. communication 91); de Chantale Richer, coordonnatrice du programme de soutien à l'école montréalaise au ministère de l'Éducation (B.Ed. éducation 84); d'Yves-Marie Morissette, juge à la Cour d'appel du Québec (B.A. science politique 72); de Marie Lavigne, directrice générale de la Société de la Place des Arts (B.Ed. enseignement de l'histoire 71, M.A. his-

toire 73); de Jean-François Saint-Arnaud, directeur général de Mannequin virtuel (B.Sc. informatique de gestion 88) et de Patrick Pichette, président d'Exploitation Bell Canada (B.A.A. 87).

Plusieurs personnalités, dont l'ambassadeur du Sénégal au Canada, Amadou Diallo, et la directrice fondatrice du Centre d'architecture de Montréal, Phyllis Lambert, ont assisté à la soirée. Jacques Trottier, lauréat d'un Prix Reconnaissance 2002 et président de la firme Exploration Sulliden, en assurait la présidence d'honneur.

Dans son allocution, le recteur Roch Denis a fait l'éloge du recteur sortant de l'Université de Montréal,

Robert Lacroix, qui a dû se désister à la dernière minute pour cause de maladie. Il a également souligné que la cuvée 2005 des Prix Reconnaissance faisait la preuve encore une fois, cinq ans après la première édition de cet événement, de la force et de la qualité du réseau de diplômés de l'UQAM.

Grâce aux profits réalisés lors du Gala, trois bourses d'excellence d'une valeur de 2 000 \$ ont été attribuées à des étudiantes de l'UQAM qui entreprennent des études de maîtrise. Il s'agit de Sara Béha, Micheline Senécal et Manon Chamberland, respectivement aspirantes à la maîtrise en chimie, en arts et en éducation.

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice du journal :
Angèle Dufresne

Rédaction :
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos :
Jean-François Leblanc

Conception de la grille graphique :
Jean Gladu, designer

Infographie :
Service des communications
Division de la promotion institutionnelle

Publicité :
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303
Impression :
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :
Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel :
journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :
www.journal.uqam.ca/
Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal L'UQAM à www.journal.uqam.ca/redac.htm
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Une «faculté de communication» en gestation

Angèle Dufresne

Les commissaires ont recommandé au Conseil d'administration de l'UQAM qui se réunira le 17 mai prochain de reconnaître officiellement le retrait de facto du Département d'études littéraires, depuis 18 mois, de la Faculté des lettres, langues et communications. Cette recommandation au C.A. est assortie d'un projet de fractionnement du Département des communications en deux unités et de restructuration de la faculté qui les regroupera. La nouvelle faculté remaniée se nommerait Faculté de communication et comprendrait trois unités : l'École des médias à caractère plus professionnel (cinéma, journalisme, médias interactifs, radio, stratégies de production, télévision), le Département de communication sociale et publique (regroupant relations publiques, communication publicitaire, communication-marketing, communication politique, communication interpersonnelle et de groupe, communication interculturelle et internationale) et l'École de langues.

Le Département d'Études littéraires devra se trouver une faculté d'accueil très bientôt car son détachement n'entrera en vigueur que lorsque que cette unité sera ré-hébergée dans une autre faculté. C'est la vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, Mme Danielle Laberge, qui a été mandatée par la Commission des études (C.É.) pour apporter les clarifications nécessaires, à la prochaine réunion de la C.É. le 31 mai, sur les modalités applicables à la période de transition. Elle devra soumettre d'ici

peu un projet de rattachement de ce département, en bonne et due forme, qui en détaillera à la fois les dimensions académiques et administratives.

Elle devra également voir à mettre en place les conditions nécessaires à ce que l'École de langues puisse mieux s'approprier le projet facultaire dans lequel elle est associée. L'Assemblée des maîtres de langues a, en effet, réagi «négativement» au projet de restructuration de la «Faculté de communication» dans lequel, prétend-elle, l'École de langues ne semble pas trouver sa place, et a transmis ses inquiétudes au Conseil académique de la faculté, le 1er avril dernier. La nouvelle appellation de la faculté qui devrait être restructurée ne fait plus mention notamment du terme «langues».

Par ailleurs, le «rattachement administratif provisoire» du Département d'études littéraires à la Faculté des arts qui devait être adopté à la C.É. ne semblait pas au point, ont convenu rapidement les commissaires, car la proposition qui l'aurait confirmé a dû être abandonnée. Certains documents clés manquaient au dossier et les pourparlers entre les deux entités n'étaient, manifestement, pas assez avancés pour valider ce rattachement, même provisoire. La doyenne intérimaire de la Faculté des arts, Mme Louise Julien, a expliqué aux commissaires pourquoi le comité de régie de la faculté (composé de tous les directeurs des départements et écoles) avait refusé unanimement ce rattachement, souhaitant discuter davantage des modalités et

impacts qu'il aurait sur la faculté. Il semblait donc tout à fait prématuré de parler d'une «nouvelle faculté des Arts et Lettres», telle que l'envisageait le directeur du Département d'études littéraires, M. Max Roy, dans une lettre figurant au dossier de la C.É.

Plusieurs rencontres informelles de professeurs de la Faculté des arts et du Département d'études littéraires ont eu lieu au cours de la dernière année, mais une seule peut être qualifiée de formelle avec le Groupe de définition et d'orientation de la Faculté des arts, le 7 avril dernier, qui regroupait 17 personnes dont deux représentants du Département d'études littéraires. Les échanges devraient sans doute reprendre lors de la prochaine réunion de ce groupe prévue le 3 mai. Un rattachement de ce département à la Faculté des sciences humaines ne semble pas envisagé pour le moment, comme l'a indiqué le doyen Robert Proulx aux membres de la Commission des études.

Politique internationale

Les commissaires ont recommandé également au Conseil d'administration d'adopter le projet de politique internationale qui a complété les étapes d'une vaste consultation, de changer le nom du Bureau de la coopération internationale en celui de «Service des relations internationales» et d'en modifier le mandat (conformément à l'article 8.6 de la politique). Afin d'adopter le calendrier d'implantation de la nouvelle politique qui fixe à mai-juin 2005 la mise en place du Comité-conseil pour le développement international et à l'automne



Photo : PHOTOS.COM

2005 la définition des orientations et priorités relatives aux champs d'activités internationales d'enseignement, de recherche et de création.

Politique facultaire institutionnelle

Le dossier chemine. La consultation a suscité un très grand intérêt dans la communauté universitaire et le groupe de travail piloté par le vice-recteur aux Affaires publiques et au développement, M. Pierre Parent, a reçu 58 avis provenant des conseils académiques facultaires (7), des départements et écoles (28), des comités de programmes (8), des instituts (5), des associations d'étudiants, d'employés et des professeurs associés de l'ISE (4), de services administratifs (2) de syndicats (3) et de l'Association des cadres de

l'UQAM.

Les avis portaient majoritairement sur les articles du projet de politique concernant le statut du doyen, le rôle et le soutien à accorder aux vice-doyens, le mandat du Comité des doyens, le rôle et la pertinence du poste de directeur administratif, la gestion des ressources facultaires, le rattachement et la gestion des ressources interfacultaires et le rattachement et la gestion des instituts. Le groupe de travail a remis son rapport à la vice-rectrice Danielle Laberge qui verra à préparer la version finale du document à présenter prochainement à la Commission des études •

La Fondation remet 53 bourses d'excellence



Photo : Sylvie Trépanier

La Fondation de l'UQAM remettait, le 27 avril dernier, 53 bourses d'excellence à des étudiants des trois cycles de l'UQAM. Un total de 100 600 \$ a ainsi été versé en appui à nos étu-

dians méritants. Le professeur Robert Sheitoyan du Département stratégie des affaires de l'École des sciences de la gestion a remis à cette occasion dix bourses d'excellence, issues du don

majeur qu'il a consenti dans le cadre de la campagne *Prenez position pour l'UQAM*. On le voit ici en compagnie des étudiants boursiers qui pourront en profiter.

Face aux catastrophes... comment s'organiser?

La Chaire en relations publiques de l'UQAM, le Centre de sécurité civile de la Ville de Montréal et le Comité des organismes humanitaires et communautaires pour les mesures d'urgence à Montréal organisent, le 11 mai prochain, le 5^e Forum annuel sur l'aide aux personnes sinistrées. L'événement se tiendra à la salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400) sous le thème *Face aux catastrophes... s'organiser!*

Cette année, la dimension internationale du Forum sera particulièrement importante. Plusieurs ateliers et conférences porteront en effet sur des événements qui se sont déroulés dans différentes régions du monde

ces dernières années. De plus, un panel composé de représentants de quatre organismes (Médecins du Monde, OXFAM, la Croix-Rouge et CARE) traitera de la coordination de l'aide humanitaire lors du tsunami survenu en Asie du Sud-Est en décembre 2004.

Rappelons qu'à la suite de la tempête de verglas de 1998 au Québec, les organismes humanitaires et communautaires de la Ville de Montréal se sont regroupés pour consolider le développement d'une culture de sécurité civile au sein des organisations et des intervenants d'urgence.

Pour de plus amples informations et pour l'inscription en ligne : www.crp.uqam.ca

Scientifiques de demain

Dans le cadre de la cinquième édition du *Défi Biotech Aventis*, des jeunes passionnés de biotechnologie du secondaire et du collégial seront à la Faculté des sciences les 3 et 4 mai pour faire connaître leurs travaux et projets d'expérimentation.

C'est donc un rendez-vous dans le hall du pavillon Président-Kennedy

pour découvrir comment les applications de la science et de la biotechnologie influencent de nombreux aspects de notre vie quotidienne... en compagnie de scientifiques en herbe.

Soulignons que le concours est coordonné par le Centre canadien de ressources pédagogiques en biotechnologie en collaboration avec l'UQAM.

Portes ouvertes sur le cyberespace

Quatre étudiants de la Téléq racontent...

Dominique Forget

Spécialiste en informatique pour le Service correctionnel du Canada, René Laquerre suit des cours d'anglais à temps partiel à l'université. Très impliqué dans la vie étudiante, il écrit dans le journal universitaire et visite régulièrement le café étudiant où il discute avec ses collègues des derniers rebondissements de l'actualité. Pourtant, M. Laquerre habite à plus de 100 kilomètres du campus principal. Qu'importe! En étudiant à la Télé-université, il peut suivre ses cours à domicile et envoyer les articles qu'il écrit pour le journal par courriel. Le café, on l'aura deviné, est virtuel. Il s'agit d'un groupe de discussion en ligne!

«On parle de tout au Café, comme dans n'importe quel lieu d'échange étudiant, dit-il. Le scandale des commandites, le choix du nouveau pape, les loisirs... tout y passe.» À l'extérieur de ce café virtuel, le Téléquien discute régulièrement au téléphone avec deux étudiants de son cours d'anglais, question de pratiquer sa prononciation. Une ou deux fois par année, il quitte sa résidence de Cornwall, en Ontario, pour se rendre à Montréal et rencontrer en personne d'autres étudiants de la Télé-université dans le cadre d'activités organisées par l'institution.

«C'est certain que ce genre de contacts ne remplace pas une vie sociale bien remplie, admet-il. Cependant, dans mon cas, les avantages de la Téléq surpassent largement les inconvénients.» Avant de s'inscrire à des cours d'anglais, M. Laquerre avait complété un certificat de 30 crédits à la Téléq, en informatique appliquée à l'organisation. Grâce à son diplôme, il a décroché une importante promotion au sein de la fonction publique fédérale. «J'avais déjà suivi des cours en classe à l'Université de Montréal alors que j'habitais la ville, mais ce n'était pas pour moi. Je perdais beaucoup d'heures chaque semaine en déplacements. Avec la Téléq, j'ai pu opti-



Photo : PHOTOS.COM

Étudier à distance, quand et où on veut...

miser la gestion de mon temps et continuer à travailler tout au long de mes études.»

Flexibilité

Karine Patry est du même avis. Cette jeune représentante, très impliquée au sein de la communauté d'affaires de la ville de Laval, a étudié un an en orthopédagogie à l'Université de Montréal avant de s'inscrire au baccalauréat en administration à la Téléq. «J'ai beaucoup de facilité à apprendre et pour cette raison, je m'ennuyais en classe», raconte-t-elle. La Téléq répondait parfaitement à son style d'apprentissage. Elle a fait son baccalauréat à temps plein tout en travaillant plus de 35 heures par semaine ! «J'aime relever des défis et abattre beaucoup de travail.»

Au départ, la famille et les amis de Mme Patry ont eu du mal à accepter son choix, ne sachant pas très bien à quoi pourraient ressembler des études

de baccalauréat à distance. Lorsqu'elle a récemment obtenu son diplôme toutefois, tout le monde était emballé. «Je n'aurais probablement jamais terminé un programme d'étude autrement», précise-t-elle. Les employeurs aussi ont été impressionnés. «Je n'ai jamais eu affaire à un patron qui avait des préjugés vis-à-vis de la formation à distance. Au contraire, les employeurs voient cela d'un œil favorable. Ils me disent toujours que je dois avoir beaucoup de détermination pour réussir ce que j'ai fait.»

Habilités pratiques

Pour sa part, Jean-Luc Bilodeau n'avait pas d'objection à se rendre en classe pour suivre les cours en finance auxquels il voulait s'inscrire. Seulement, il n'a pas trouvé de programme qui répondait à ses attentes dans la région de Québec, où il habite. Il avait déjà complété un baccalauréat et une maîtrise en droit à

l'Université Laval, puis une seconde maîtrise à l'Université de Toronto. «Je voulais acquérir des habiletés pratiques dans le secteur de la finance des entreprises pour mieux répondre aux besoins de mes clients», explique-t-il.

Le Diplôme d'études supérieures spécialisées qu'il poursuit depuis septembre 2003 a aidé l'avocat à aller chercher l'expertise nécessaire. Il compte toutefois suspendre son programme en septembre prochain. Le motif est bon : la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa lui a offert un poste de professeur. «Je vais mettre mon DESS sur la glace un an, le temps d'amorcer ma nouvelle carrière, mais j'aimerais bien reprendre ensuite. Je pense que les connaissances que j'acquiers à la Téléq seront très pertinentes pour mon enseignement. En effet, je serai responsable des cours de droit des entreprises.»

Apprentissage coopératif

Jacques Rodet aussi s'est trouvé un emploi à l'université depuis qu'il a terminé son programme d'études à la Téléq, un Diplôme d'études supérieures spécialisées en formation à distance. Depuis deux ans, il est maître de conférence à l'Institut Universitaire de Technologie de Vélizy, affilié à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, et responsable

d'une licence en *e-learning*. Ce Parisien, aujourd'hui âgé de 45 ans, n'avait pas tellement envie de retourner sur les bancs d'école lorsqu'il a décidé de pousser plus loin ses connaissances, il y a six ans. Il a cherché un programme de formation à distance en France, en Belgique et en Suisse avant de tomber sur le site de la Téléq.

«Je me suis fait plusieurs amis québécois sans jamais avoir mis les pieds au Québec, raconte-t-il. En fait, ce qui m'a le plus surpris, c'est de constater à quel point l'apprentissage à distance se faisait de façon coopérative.» En effet, les forums de discussion, les courriels et les visioconférences lui ont permis de collaborer avec toutes sortes de gens. Dans son groupe, il y avait, entre autres, une Haïtienne, et une professeure d'université âgée d'une soixantaine d'années, originaire du Québec, mais habitant le Koweït. M. Rodet admet que c'est quelqu'un qu'il n'aurait probablement pas fréquenté si tous les deux s'étaient trouvés sur le campus d'une université traditionnelle. «Internet permet parfois des rapprochements surprenants, dit-il. J'aimerais bien me rendre au Québec un jour pour rencontrer en personne les collègues et les professeurs avec lesquels j'ai passé tant d'heures dans le cyberespace.» ●

Prix en histoire

Le professeur Yves Gingras du Département d'histoire a reçu récemment le prix Gérard-Parizeau, assorti d'un montant de 30 000 \$, qui est attribué à tous les deux ans à un chercheur ayant apporté une contribution significative et originale à la compréhension de l'histoire québécoise.

Chercheur reconnu au Canada, aux États-Unis, en France et en Angleterre, M. Gingras est directeur du Centre interuniversitaire de recher-

che sur la science et la technologie (CIRST), rattaché à l'UQAM, et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences.

Le prix, qui porte le nom d'une figure dominante du secteur des assurances au Québec, honore également, les années impaires, une personnalité s'étant illustrée dans les domaines de l'assurance, de la finance et de l'économie.

PUBLICITÉ

La philo, une arme pour contrer la violence

Claude Gauvreau

«**C**eux qui se servent de leurs poings ne savent pas parler», raconte François... «Pourquoi les adultes utilisent-ils leur liberté pour faire le mal?» s'interroge Julie. Ces enfants de 11 et 12 ans fréquentent des écoles primaires de la Rive-Sud où l'on enseigne la philosophie depuis cinq ans dans le but de prévenir la violence et ce, de la maternelle à la sixième année. Leurs réflexions démontrent que les questionnements philosophiques ne sont pas propres aux adultes et, surtout, bousculent les idées reçues voulant que les enfants soient trop petits pour comprendre la philo.

Ce programme d'enseignement novateur, intitulé «Prévention de la violence et philosophie pour enfants», a été créé par *La Traversée*, un centre venant en aide aux femmes et aux enfants victimes d'agressions sexuelles et dont la directrice, Catherine Audrain, est étudiante à la maîtrise en sociologie à l'UQAM. Mis à l'essai avec succès dans cinq écoles de la Rive-Sud, le programme officiel a été lancé récemment dans le cadre d'un colloque organisé avec la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique et la Faculté des sciences humaines.

Le programme s'inspire d'une approche développée aux États-Unis depuis 30 ans que d'autres pays, comme la France et le Brésil, ont adoptée au primaire. L'Ontario a rendu l'enseignement de la philosophie obligatoire au secondaire, mais au Québec, il continue d'être absent des programmes et du primaire et du secondaire.

Développer l'estime de soi...

Le projet est né à *La Traversée* qui offre depuis 1984 des services cliniques aux femmes et enfants victimes de violence sexuelle. «Au fil des ans, nous avons constaté que la majorité de ces femmes avaient subi des agressions dès l'enfance, souligne Catherine Audrain. Par ailleurs, nous organisons également des séances de prévention de la violence auprès des jeunes du secondaire. Devant le sentiment d'impuissance éprouvé parfois à l'égard du désastre observé en clinique et nos interrogations sur les façons d'aborder la question de la violence à l'école sans susciter la peur, l'approche de la philosophie pour enfants nous est apparue un outil formidable», précise Mme Audrain.

«Les enfants qui ont vécu l'inceste, par exemple, ressentent, dans la plus grande confusion, une profonde détresse. Impuissants à exprimer leur souffrance, ils essaient tant bien que mal de se forger des mécanismes de défense et tendent parfois à s'isoler. En apprenant aux enfants à se parler entre eux, en développant leur capacité d'argumenter, l'approche de la philosophie pour enfants les aide à devenir plus confiants et à construire peu à peu leur identité. Du même coup, elle contribue à prévenir la violence car les comportements agressifs sont souvent associés à une faible estime de soi. Enfin, face au climat de



Photo : Jean-François Leblanc

Catherine Audrain, étudiante à la maîtrise en sociologie et directrice du Centre d'aide *La Traversée*.

violence familiale, l'école peut constituer un lieu réparateur», explique Catherine Audrain.

... et apprendre la tolérance

La philosophie pour enfants, ce n'est pas inculquer une morale pré-établie, transmettre des recettes toutes faites ou exprimer ses états d'âme, affirme Mme Audrain. «Elle consiste en l'écriture de courts romans lus en classe, accompagnés de guides de formation pédagogiques destinés à soutenir les enseignants. Selon leur niveau d'apprentissage, les enfants lisent à tour de rôle quelques phrases ou quelques pages de telle sorte que l'histoire se construit collectivement, mettant ainsi en place, symboliquement, les idées de communauté et de partage. Ensuite, ils proposent des sujets qu'ils ont envie d'explorer et l'enseignant les aide à formuler leurs questions. Par exemple, un enfant de cinquième année a raconté qu'il se battait moins souvent depuis qu'il faisait de la philosophie puisqu'il avait maintenant le réflexe de discuter plutôt que de frapper. Un autre a demandé pourquoi, si les races existent, faudrait-il qu'il y en ait une qui soit supérieure.»

Les enfants apprennent donc à réfléchir, à aiguiser leur jugement critique, à exprimer leur opinion, à écouter celle des autres et même à accepter d'être remis en question. Ils intègrent ainsi des valeurs aussi fondamentales que le respect, la tolérance, le dialogue, l'ouverture et l'entraide, insiste Catherine Audrain. «Ils expérimentent ce que signifie la liberté et se rendent compte par eux-mêmes que son exercice ne doit pas se faire au détriment d'autrui. En utilisant la parole, ils se construisent en tant que sujets pensants. Il ne s'agit pas de rendre les enfants plus dociles pour

qu'ils se moulent passivement dans les structures de l'école, mais de développer leur esprit critique.»

Le programme de prévention, rappelle Mme Audrain, a été élaboré conjointement avec des professeurs de philosophie du collégial et de l'université Laval, lesquels ont participé à la rédaction des romans et des guides pédagogiques. L'école Jean-De Lalande, première partenaire du projet, a contribué à la validation du matériel. «Nous l'avons choisie parce qu'elle accueillait des enfants issus de milieux défavorisés dont certains avaient vécu ou été témoins de situations de violence familiale, poursuit Mme Audrain. Depuis, quatre autres écoles de la Rive-Sud se sont impliquées dans le projet qui a reçu l'appui du CLSC de la région, d'un Centre jeunesse, de la Commission scolaire Marie-Victorin et de la Caisse populaire Charles-Lemoyne. Et nous entendons poursuivre notre collaboration, notamment sur le plan de la recherche, avec la Chaire UNESCO de philosophie de l'UQAM car nous avons des préoccupations et un langage communs.»

Il est encore trop tôt pour dire si le projet a atteint pleinement son objectif qui est d'aider les enfants à faire face à la violence, observe Catherine Audrain. «Chose certaine, l'initiative a permis de renforcer l'estime de soi des enfants et a entraîné des répercussions positives sur le climat général dans les classes. Huit nouvelles écoles de la Rive-Sud ont confirmé leur intention d'implanter le programme dès septembre prochain. Nous allons traduire les documents en anglais et envisageons d'étendre l'expérience au Québec, au Canada et, pourquoi pas, sur la scène internationale», lance-t-elle avec un grand sourire •

PUBLICITÉ

Vulnérabilité des eaux souterraines

Dominique Forget

Au Québec, l'eau souterraine alimente 20 % de la population et chaque année, 10 000 nouvelles installations de captage sont creusées. Malgré l'usage toujours plus intensif de la ressource, peu d'efforts sont investis pour évaluer les réserves disponibles ou pour préserver la qualité de l'or bleu qui voyage dans les nappes phréatiques de la province.

Les 9 et 10 mai prochains, plusieurs experts québécois et français seront réunis à Chicoutimi dans le cadre du 73^e Congrès de l'Acfas pour faire le point sur les connaissances actuelles et pour définir les besoins futurs en termes d'évaluation de la ressource et de protection des eaux souterraines. Marie Larocque, professeure au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, prononcera la conférence d'ouverture à l'occasion de ce colloque intitulé *La qualité des sources souterraines d'eau potable en territoire agricole*.

«Même s'ils ne représentent que 20 % de la population du Québec, les principaux utilisateurs d'eau souterraine occupent 90 % du territoire de la province, souligne l'ingénieure hydrogéologue. Ça se comprend, les puits se trouvent en milieu rural, à l'extérieur des grands centres urbains. Or, c'est précisément en campagne



Photo : Jean-François Leblanc

Marie Larocque, professeure au Département des sciences de la terre et de l'atmosphère

que la qualité des eaux souterraines est la plus menacée.»

Les activités agricoles intensives constituent, en effet, la principale source de contamination de la nappe phréatique. Les surplus de fertilisants et de pesticides épandus sur les champs sont régulièrement entraînés par les eaux de pluie et traversent les

sols pour rejoindre les eaux souterraines. Les problèmes de surpompage sont aussi plus sévères en milieu rural : les usages agricoles consomment environ 39 % de la totalité de l'eau souterraine extraite, principalement à des fins d'irrigation.

Modéliser la nappe

Avec son équipe d'étudiants à la maîtrise et au doctorat, Marie Larocque a entrepris en 2001 une étude sur le bassin de la rivière Noire, situé en Montérégie, entre les Appalaches et

les basses-terres du Saint-Laurent. Situé dans une région fortement exploitée par l'agriculture intensive et par l'industrie porcine, ce bassin est régulièrement exposé à des pluies de fertilisants et de pesticides. Le fait que la nappe soit particulièrement proche de la surface du sol dans cette région rend les eaux souterraines vulnérables.

Chaque été depuis 2001, la professeure se rend sur le terrain avec son équipe pour recueillir des données et prendre des échantillons pour évaluer la hauteur de la nappe à différents endroits, mesurer la concentration des contaminants dans l'eau, vérifier les débits, identifier les types de sols en présence, etc. Toutes ces données sont ensuite ramenées en laboratoire et servent, entre autres, à bâtir un modèle informatique de la nappe.

«La modélisation nous permet de visualiser en trois dimensions le sens des écoulements de l'eau souterraine, d'importance primordiale quand on veut savoir quels puits de captage seront affectés par des activités agricoles qui se situent dans un périmètre de quelques kilomètres», explique la professeure Larocque. Les méthodes de modélisation mises au point par son équipe ont été reconnues par la communauté scientifique et pourront éventuellement servir à caractériser des nappes qui se trouvent ailleurs au Québec ou à l'étranger.

Une maquette unique

L'ingénieure hydrogéologue dispose depuis quelques mois d'un autre outil

qui lui permet de mieux comprendre les patrons d'écoulement des eaux souterraines. Dans son laboratoire, elle s'est bâti une nappe phréatique à échelle réduite, complète avec puits de captage, système de gicleurs simulant la pluie et sondes de mesure automatisées. Construite grâce à une subvention «équipement» de Recherches en sciences et en génie Canada (CRSNG), cette maquette servira à l'enseignement, mais également à confirmer certaines observations de terrain.

«On peut y mettre du sable, du roc, de l'argile ou d'autres types de sols et compacter les matériaux pour visualiser l'impact de ces différents milieux sur l'écoulement des eaux, explique la professeure Larocque. On peut également ajouter dans l'eau un traceur représentant un polluant pour voir comment il se propage dans la nappe.» Ce montage est unique en son genre au Québec.

Dans le cadre de sa conférence d'ouverture au Congrès de l'Acfas, la professeure discutera de la vulnérabilité des eaux souterraines sur le bassin de la rivière Noire. Elle parlera également des méthodes de modélisation sur lesquelles elle travaille et de leur pertinence pour la caractérisation de la vulnérabilité de la nappe phréatique à différents endroits. «Beaucoup d'intervenants importants au Québec seront présents, fait-elle valoir. Ce sera une bonne occasion pour discuter des derniers progrès scientifiques qui serviront à mieux évaluer nos ressources et à les protéger.»

Liens famille-école-communauté

10 mai.

Ce colloque vise à faire le point sur les recherches qui proposent une redéfinition des liens partenariaux entre l'école, la famille et la communauté. L'analyse des écrits scientifiques montre que ce type de partenariat est un important facteur de protection pouvant conduire l'enfant et l'adolescent d'un milieu vulnérable à la résilience sociale et scolaire. Les interventions, longtemps centrées sur l'enfant, s'orientent désormais vers des approches prenant en compte l'ensemble des acteurs (famille, école et communauté). Dans une perspective interdisciplinaire (éducation, santé, psychologie, service social), le colloque traitera notamment des conditions de succès du partenariat, de l'implication parentale dans la réussite éducative en milieu vulnérable, de la diversification de l'offre de services aux populations à risques ou en difficulté et de différentes applications d'un modèle écosystémique famille-école-communauté. Bernard Terrisse (UQAM) et Lino Mastriani (ministère de l'Éducation) sont responsables de ce colloque.

Les Amériques imaginées

12 et 13 mai.

Existe-t-il une culture commune, une façon de penser le monde propre aux Amériques? «Ce qui est commun, c'est l'hybridité, dit Licia Soares de Souza. Nous sommes tous nés de la rencontre initiale entre l'Européen et l'Autochtone, et dans certains cas avec l'Africain. Cette rencontre, qui est souvent un affrontement, a donné des choses différentes selon les régions, mais la structure est la même et c'est ce qui permet de parler d'un sentiment d'américanité.» Professeure visiteuse au Département d'études littéraires, Licia Soares de Souza est la principale responsable du colloque intitulé *Les Amériques imaginées, nouvelles sociabilités et communautés dans les Amériques*. Parrainé par le Centre d'études et de recherches sur le Brésil et le Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques de INRS-Urbanisation, culture et société, ce colloque vise à prolonger les échanges sur les types de sociabilités et de communautés propres aux Amériques, en même temps qu'il vise à interroger la possibilité d'un monde «post-américain». «La post-américanité, c'est la tentative de reconnaître la diversité de départ des cultures qui ont fondé les Amériques, sans renier ce qu'il y a de commun aux cultures qui ont résulté de leur affrontement, explique la professeure. Si on reconnaît cette diversité de départ, on ne peut pas accepter le concept d'une culture américaine homogène.» Favorisant des approches interdisciplinaires, ce colloque, est ouvert aux perspectives sociopolitiques autant que culturelles et esthétiques.

«Il faut trouver du plaisir à enseigner»

Claude Gauvreau

«Certains professeurs n'osent pas dire tout haut que pendant leur cours la moitié des étudiants n'écoutent pas. Pourtant, les professeurs et les chargés de cours ont énormément besoin de parler de leur enseignement, mais les endroits et les occasions pour le faire sont plutôt rares», affirme Louise Langevin, directrice du Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur (CEFRES) de l'UQAM.

Professeure au Département éducation et pédagogie, Mme Langevin est responsable d'un colloque portant sur la formation pédagogique des professeurs d'université, dans le cadre du prochain congrès de l'Acfas. Organisé par le CEFRES, le colloque servira à dresser un bilan des actions réalisées, à réfléchir sur ce qui se fait présentement, et à dégager des pistes d'action pour l'avenir. On y présentera notamment un portrait des pratiques de formation pédagogique dans 48 universités de huit pays, ainsi que les résultats d'une formation qu'ont reçue des professeurs débutants à l'UQAM et à l'École de technologie supérieure (ETS), explique-t-elle.

Les actions réalisées pour garantir des enseignements de plus grande qualité varient beaucoup d'une université à l'autre, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, précise Mme

Langevin. Certaines universités multiplient les initiatives disparates en offrant, par exemple, des ateliers ponctuels de formation pédagogique, d'autres suivent un plan de développement méticuleux, d'autres encore persistent dans la non intervention. «Chose certaine, avec l'arrivée anticipée d'un grand nombre de nouveaux professeurs et l'expansion de la formation à distance, l'évolution et la consolidation de la pédagogie universitaire comme objet de recherche théorique et appliquée prennent toute leur importance», souligne-t-elle.

«On est encore au Moyen Âge»

Selon la professeure, c'est dans les universités anglo-saxonnes, en Angleterre et en Australie notamment, que l'on trouve la réflexion la plus développée sur la pédagogie universitaire. «Depuis de nombreuses années, beaucoup d'universités imposent ou proposent à leurs professeurs des programmes de formation pour les aider à améliorer leur enseignement et, parfois même, les autres aspects de leur tâche d'universitaire. En Angleterre, dans la plupart des universités, les professeurs sont obligés de suivre une formation dès leur première année. Et c'est aussi le cas aux États-Unis, même dans les établissements les plus prestigieux. Au Québec, malheureusement, dans plusieurs universités du réseau de l'UQ, y compris à l'UQAM,



Photo : Jean-François Leblanc

Louise Langevin, directrice du Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur.

nous sommes encore au Moyen Âge comparativement à ces universités modernes», soutient Mme Langevin.

Dans le monde francophone, les recherches sur l'enseignement ne sont pas légion et leurs résultats encore peu diffusés, ajoute-t-elle. «Ainsi, le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) offrait cette année, pour la première fois, un programme de subvention à la recherche dans le domaine de la pédagogie universitaire dont mon équipe a pu bé-

Suite en page 7 ►

Vivre l'homosexualité en région

Marie-Claude Bourdon

En région, décider d'afficher son homosexualité est beaucoup plus difficile qu'en ville. Mais Internet est en train de transformer cette réalité. Grâce aux réseaux qui se créent sur la Toile, de jeunes gais en quête d'identité utilisent ce média pour faire leur coming out. C'est ce que révèle une étude menée en France et au Québec par Alain Léobon, du CNRS, qui sera présentée lors du colloque intitulé *Homosexualités : réalités régionales*.

Professeure au Département de psychologie, Danielle Julien est la principale responsable de l'organisation de ce colloque qui réunira, entre autres, des psychologues, des sociologues et des spécialistes de l'éducation à la santé. «Il y a beaucoup de pression en ce moment pour qu'on travaille de façon pluridisciplinaire, mais dans notre cas, c'est presque une obligation, dit-elle. Nous sommes si peu de chercheurs, dans chaque discipline, à nous intéresser à l'homosexualité qu'il n'y a pas de masse critique.»

Un portrait

En fait, l'homosexualité masculine et féminine est l'objet de travaux de plus en plus nombreux en sciences sociales. Mais les recherches ont surtout porté sur les problématiques auxquelles ces populations sont confrontées dans un contexte urbain. Les études menées en région sont rares. «Pour la première fois, en mettant en commun les données que nous avons, nous allons avoir un portrait de la situation», dit Danielle Julien.

En gros, on sait que les homosexuels qui vivent en région font face à plus d'attitudes négatives de la part de leur entourage et qu'ils sont amenés à développer des stratégies spécifiques d'adaptation. «Les enquêtes ne montrent pas plus de détresse psy-



Photo : Jean-François Leblanc

Danielle Julien, professeure au Département de psychologie.

chologique, souligne la psychologue. Mais c'est probablement dû au biais de la recherche : seuls les gais qui assument bien leur homosexualité acceptent d'en parler.»

Trois types

Selon une étude qui sera présentée au colloque, il existe en région trois types de gais qui ont chacun leurs stratégies d'adaptation : des homosexuels plus âgés qui ont toujours plus ou moins caché leur homosexualité, de jeunes gais qui décident de vivre leur homosexualité en région et des hétérosexuels qui deviennent homosexuels.

La région n'est pas l'enfer total. Dans certaines petites villes, des réseaux s'organisent. Certains bars, sans être ouvertement gais, servent de lieux de rencontres. «Le grand centre urbain est un endroit où il y a plus de risques, liés à la prostitution et au sida, entre autres, dit la professeure. Mais il y a aussi plus de services. En région, il y

a moins des deux.»

Selon elle, ceux qui sont les plus isolés en région sont les parents qui apprennent que leur jeune est homosexuel. «Déjà, en ville, il n'y a pas beaucoup de ressources pour ces gens-là, remarque la psychologue. Quand on vient d'apprendre que son enfant est gai, on n'a pas nécessairement envie d'appeler *Gai j'écoute* et de parler à un gai. Généralement, on préfère en parler à des hétérosexuels, mais les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux ne sont pas toujours formés pour répondre aux questions liées à l'homosexualité. En région, c'est encore plus difficile.»

Plusieurs chercheurs de l'UQAM participeront à ce colloque, dont le professeur de sexologie Joseph-Josy Lévy, coresponsable de son organisation. L'événement, parrainé par le groupe de recherche Équipe en émergence et l'Institut Santé et Société, se tiendra le 12 avril •

Impérialisme et mondialisation

10 et 11 mai.

La mondialisation, quoi qu'on en pense, n'est pas un phénomène nouveau. Déjà, à la fin du 19^e siècle, les théories de l'impérialisme décortiquaient ce phénomène caractérisé par les flux de population, de marchandises et de capitaux, par la transnationalité des industries et la consolidation des empires. Quel nouvel éclairage peut apporter le concept d'impérialisme dans le contexte actuel de mondialisation? Éric Pineault, professeur au Département de sociologie, et Jules Duchastel, professeur au Département de philosophie, sont coresponsables du colloque *L'impérialisme dans la mondialisation*, qui explorera cette question. «Le discours sur la mondialisation laisse souvent entendre qu'il s'agit d'un phénomène uniforme, dit le professeur Duchastel. En réalité, ses effets sont fort différents dans le tiers monde et dans les pays où est concentrée la majorité des capitaux.» Ce colloque est parrainé par la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, dont Jules Duchastel est titulaire.

Formation à l'international

12 mai.

Ce forum se penchera sur les enjeux de l'internationalisation des études en prenant comme exemple le cas de la mobilité universitaire entre la France et le Québec. Les chiffres actuels semblent, en effet, attester du succès de l'expérience : près de 5 000 jeunes Français poursuivent leur scolarité dans les universités québécoises, soit en mobilité, soit comme étudiants réguliers. Par ailleurs, plus de 800 jeunes Québécois prennent chaque année le chemin de l'Hexagone et le nombre de doctorants inscrits en cotutelle de thèse ne cesse d'augmenter. Quel est l'intérêt d'une telle formation? Quelles sont les retombées de ces échanges, tant pour les étudiants que pour la communauté universitaire dans son ensemble? Autant de questions auxquelles le forum tentera de répondre. Ce sera aussi l'occasion de rassembler les divers acteurs de la coopération universitaire franco-québécoise. Samy Mesli (UQAM) et Antoine Khater (CCIFQ-Québec et UQAC), sont responsables du forum.

La gestion de projet

Démarche standardisée ou approche contingente

10 mai.

Au 21^e siècle, l'instabilité, l'accélération et la mondialisation caractérisent l'environnement des affaires. Face à cette situation complexe, les entreprises doivent réagir en faisant appel à des outils toujours plus perfectionnés, plus efficaces et performants. Au cœur de cette démarche se trouve la gestion de projet. Depuis longtemps, cet outil se caractérise par une approche standardisée pour tous les projets, peu importe leur type ou leur envergure. Depuis quelque temps, cependant, un nouveau type d'approche en gestion de projet a vu le jour : l'approche «de contingence» qui propose d'encadrer les projets de façon beaucoup plus définie, selon les caractéristiques et l'environnement qui leur sont propres. Ce colloque réunira des spécialistes qui discuteront des deux approches et en feront l'analyse comparative. Brian Hobbs, professeur au Département de management et technologie, représentera l'ESG à ce colloque international.

► Suite de la page 6

néficier. Les sciences de l'éducation au Québec sont encore jeunes et n'ont jamais eu une très bonne réputation car il existe encore cette idée que la formation pédagogique n'est pas un objet de recherche aussi noble que d'autres. Enfin, on sait aussi que la renommée des universités est d'abord associée au développement de la recherche et que la concurrence entre elles s'exerce sur ce terrain. Le message que l'on envoie aux jeunes professeurs, qui obtiennent souvent des dégrèvements d'enseignement pour préparer leurs demandes de subvention de recherche, est davantage celui de *publish or perish* et on néglige de souligner l'importance de l'excellence dans l'enseignement», explique Mme Langevin.

Combattre l'ennui

Le CEFRES offre des ateliers ponctuels de formation portant sur des thèmes qui correspondent aux besoins exprimés par les enseignants : le lien entre pédagogie et technologies, l'interactivité en classe ou encore le processus d'apprentissage. Sa directrice insiste sur l'importance d'assurer une

formation continue et d'établir des mécanismes pour en mesurer l'impact. «Pour aider les étudiants, on a mis en place des formules de tutorat et de tutorat par les pairs et on a constaté qu'elles contribuaient à faire baisser le taux d'échec. Pourquoi les professeurs qui rencontrent des difficultés dans leur enseignement, les jeunes en particulier, ne pourraient-ils pas bénéficier du soutien d'un mentor? De plus, on tirerait profit de l'expérience des meilleurs pédagogues de toutes les disciplines, avant qu'ils ne prennent leur retraite.»

Une étude effectuée en 1995 à l'Université de Montréal auprès d'étudiants ayant abandonné leur études révélait que l'ennui en classe venait au second rang parmi les raisons évoquées pour expliquer le décrochage, rappelle Mme Langevin. «En enseignement, l'ennui éprouvé par les étudiants naît de l'uniformité. Il importe de varier les méthodes et les outils d'enseignement : utiliser à certains moments les dispositifs *PowerPoint* et à d'autres l'exposé magistral interactif ou les ateliers d'équipe. On doit aussi apprendre à questionner les étu-

dants et à les amener eux-mêmes à questionner. Comme me l'ont déjà confié certains professeurs désireux d'améliorer leur enseignement, quand ils posent une question en classe, ou bien ce sont toujours les deux ou trois mêmes étudiants qui répondent, ou bien c'est le silence et ils passent alors à autre chose...»

«Lors de nos propres années d'études, nous avons tous eu de bons professeurs qui, pourtant, n'avaient pas reçu de formation particulière pour enseigner. Il est vrai que certains semblent plus doués que d'autres pour l'enseignement. Mais il n'y a pas de science infuse et tous peuvent apprendre à s'améliorer. D'où cette préoccupation grandissante pour la formation pédagogique et la valorisation de l'enseignement dans la carrière professorale. À l'UQAM, plusieurs des nouveaux professeurs ayant participé aux ateliers du CEFRES nous ont dit qu'ils auraient évité certaines erreurs de parcours s'ils avaient suivi cette formation plus tôt. Ils soulignaient surtout combien il était important pour eux d'avoir du plaisir à enseigner», conclut Louise Langevin •

Vie et œuvre littéraire

9 et 10 mai.

Ce colloque propose de réfléchir sur les rapports qu'entretiennent la vie et l'œuvre dans la critique et la théorie littéraires, ainsi que dans la biographie d'écrivain. Les modalités d'inscription du «biographique» au sein de la critique littéraire (intention d'auteur, causalité, genèse de l'œuvre, etc.), la pratique de la biographie par les critiques littéraires (ex. Sainte-Beuve à la fois biographe et critique), les débats autour de la figure de l'auteur, les rapports entre le vécu et le texte comptent parmi les thèmes qui seront soumis à la discussion. Chercher à saisir la complexité des rapports entre la vie et l'œuvre, n'est-ce pas, en dernière instance, tenter de définir et de comprendre ce qu'est une œuvre, ce qu'est un auteur et, somme toute, ce qu'est la littérature? Marina Girardin et Manon Auger, de l'UQAM, sont responsables de ce colloque.

Ça sent le gaz en métallogénie!

10 mai.

Selon Michel Jébrak, vice-recteur à la recherche et à la création et coresponsable du colloque, le Québec doit diversifier les minéraux qu'il extrait de son sous-sol. La province dépendrait trop de l'or, du cuivre, du fer et de l'amiant. Depuis avril 2002, le réseau DIVEX (Diversification de l'exploration minière au Québec), dont l'UQAM fait partie, travaille à développer de nouvelles avenues pour l'exploration minière. Les travaux des chercheurs ont récemment montré que, contrairement à ce que l'on croyait, la formation de gisements miniers ne serait pas uniquement attribuable à des sources thermales, mais également à la circulation de gaz dans le sous-sol de la Terre. Le colloque organisé par le vice-recteur Jébrak, en collaboration avec Sarah-Jane Barnes de l'UQAC, réunira des experts canadiens, européens et russes qui discuteront des implications de cette découverte pour les futurs projets d'exploration minière.

Philosophie médiévale et sciences cognitives

Claude Gauvreau

Qu'est-ce au juste qu'un concept ou une croyance et comment sont-ils reliés aux choses du monde qu'ils sont censés représenter? Saviez-vous que pour clarifier ces questions, devenues centrales en sciences cognitives, les écrits de philosophes du XIV^e siècle peuvent être particulièrement précieux? C'est ce qu'entend démontrer le professeur Claude Panaccio, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en théorie de la connaissance.

Claude Panaccio s'intéresse depuis longtemps aux idées philosophiques sur l'esprit et le langage telles que développées vers la fin du Moyen Âge par des philosophes appartenant à l'École dite «nominaliste». Ses travaux, publiés dans une douzaine de pays, démontrent en effet que les théories de certains auteurs du XIV^e siècle, comme l'anglais Guillaume d'Ockham et le français Jean Buridan, ont soulevé des questions cruciales pour la réflexion contemporaine en philosophie analytique : comment des concepts généraux et abstraits sont-ils possibles et comment peuvent-ils se combiner entre eux pour former des représentations mentales? Aujourd'hui, Claude Panaccio est prêt à s'engager dans une vaste entreprise de synthèse et d'actualisation de ces théories.

Avant de se joindre au Département de philosophie de l'UQAM l'an dernier, ce spécialiste de la philosophie médiévale, de la philosophie contemporaine de l'esprit, du langage, de la logique et de la connaissance, enseignait depuis 30 ans à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Lauréat du prix Grammaticakis-Neumann de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France en 2000 et du prix du Livre de l'Association canadienne de philosophie en 2001, il a également reçu la prestigieuse bourse de recherche Killam en 2002.

«À l'époque de mes études de maîtrise et de doctorat à l'Université de Montréal, mes confrères me disaient souvent : mais qu'est-ce que tu fais dans le Moyen Âge, reviens vite au XX^e siècle! Ce qui m'attirait chez certains philosophes de cette époque, c'était la précision et la rigueur de leur pensée sur les relations entre le langage et l'esprit, d'une part, et la réalité, d'autre part», raconte M. Panaccio.

L'esprit humain hier et aujourd'hui

L'objectif général du programme de recherche de la chaire de M. Panaccio sera de développer une théorie à caractère nominaliste de la représentation mentale. «Ce qui caractérise l'École de pensée nominaliste, explique le chercheur, c'est l'idée qu'il n'existe dans le monde que des réalités singulières et concrètes, situées dans l'espace, comme par exemple cette table, cette maison ou moi-même ... et non pas des entités abstraites ou générales comme la liberté, la démocratie ou l'espèce humaine. Le problème consiste à comprendre comment la pensée abstraite, qui caractérise notre langage, peut se

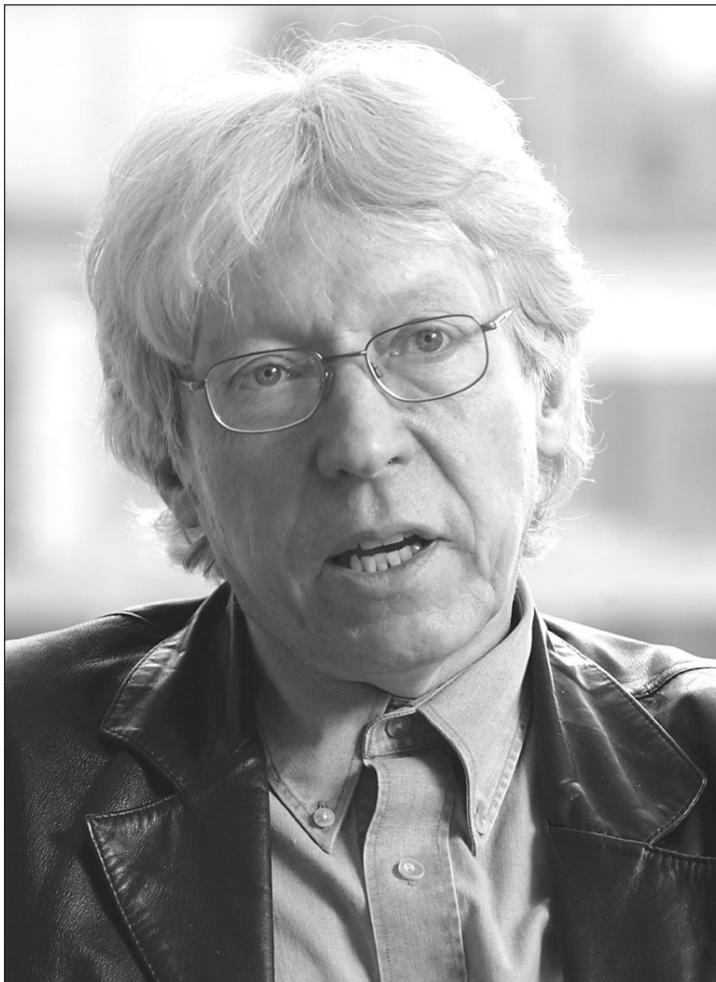


Photo : Jean-François Leblanc

Claude Panaccio, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en théorie de la connaissance.

connecter avec la singularité des réalités de ce monde, ouvrant ainsi l'éventail de la diversité des représentations et des interprétations. En d'autres termes, quels sont les mécanismes par lesquels notre esprit fon-

ctionne pour établir ce rapport?»

Les recherches du professeur Panaccio auront aussi des retombées en neurosciences, en linguistique, et en informatique cognitive, des disciplines qui s'intéressent toutes aux mécanismes de l'intelligence et au fonctionnement de l'esprit humain. «Au cours des deux dernières décennies, la philosophie a été profondément stimulée par l'essor des sciences cognitives, à un point tel que l'on a parlé d'un tournant cognitiviste en philosophie, souligne M. Panaccio. Bien sûr, mes recherches n'ont pas une dimension appliquée et sont de part en part théoriques. Néanmoins, elle pourraient intéresser les chercheurs qui, par exemple, travaillent en psychologie de la connaissance ou en intelligence artificielle.»

Pensée et langage

Claude Panaccio s'intéresse beaucoup au rapport entre l'histoire de la philosophie et la pensée actuelle. Selon lui, le Moyen Âge intellectuel a été trop souvent perçu comme la chasse-gardée des théologiens, catholiques en particulier. «Aujourd'hui, en philosophie de l'esprit, il est courant de s'appuyer sur la pensée des Platon, Aristote, Descartes ou Kant, mais on continue de négliger la philosophie médiévale alors qu'elle recèle une réflexion extrêmement riche sur la pensée et le langage. Si bien

que peu de chercheurs, jusqu'à présent, ont tenté de réactualiser ces doctrines dans le contexte des débats actuels.»

Par ailleurs, il est vrai, reconnaît M. Panaccio, que les problèmes que se posaient les auteurs de la fin du Moyen Âge, comme celui de la Trinité divine, ne sont pas les nôtres. Sans tomber dans l'anachronisme, il est toutefois légitime de poser à des auteurs du passé certaines de nos questions et de chercher dans leurs écrits des éléments de réponse pertinents pour nous, ajoute-t-il. «Un des principaux chercheurs actuels en philosophie de l'esprit, l'américain Jerry Fodor, déclarait que nous étions aujourd'hui dans la confusion la plus totale en ce qui concerne la notion de concept et qu'une clarification majeure s'imposait. Or, il se trouve que les philosophes de l'École nominaliste au XIV^e siècle ont réfléchi à ce problème avec beaucoup de précision», conclut M. Panaccio.

Fait à noter, dans le cadre du colloque annuel de la Société de philosophie du Québec qui se tiendra au prochain congrès de l'ACFAS (11-13 mai), sous le thème «Signification et représentation aux XIII^e et XIV^e siècles», une table ronde sera organisée autour du plus récent ouvrage de Claude Panaccio, *Ockham on concepts*, publié en 2004 aux éditions Ashgate •

Événement Multi-modes

Le 21 avril dernier, les 113 nouveaux bacheliers de l'École supérieure de mode ont dévoilé les fruits de leur création. Près de 35 kiosques et 17 collections de vêtements ont été mis en vedette au Musée juste pour rire dans la cadre d'une foire commerciale et d'un défilé. L'événement baptisé Multi-modes s'est déroulé sous la présidence d'honneur d'Evik Asatoorian, designer/fondateur de Rudsak. Virginie Coossa, animatrice sur les ondes de CKOI, a agi comme porte-parole de la soirée. Pour la 5^e année consécutive, les jeunes designers ont impressionné par leur génie et leur talent créatif.



Photo : Jean-François Leblanc

Jenny Armstrong a fait sourire l'auditoire avec sa collection La cavalière et sa monture. Expressément conçue pour libérer ses fantasmes !



Photo : Jean-François Leblanc

Fortement inspirée par les arts japonais et l'origami, Annie Hébert a présenté TSU une collection aux coupes étonnantes, toutes en fraîcheur.

Vous pensiez votre garderie sécuritaire?

Dominique Forget

Les jeunes mères et les jeunes pères le savent : au Québec, les places en milieu de garde sont rares. Les futurs parents se mettent souvent à chercher une garderie pour leur rejeton des mois avant la naissance. Lorsqu'ils trouvent enfin une place, c'est un peu comme s'ils gagnaient la loterie. Ils sautent sur l'occasion sans trop poser de questions. Selon une vaste enquête menée par Christa Japel, professeure au Département d'éducation et formation spécialisées, cet empressement pourrait leur jouer des tours. Dans le rapport qu'elle publiera cet été pour le compte de l'Institut de recherche en politiques publiques, Mme Japel montre que 27 % des garderies du réseau privé et 26 % des services à but lucratif en milieu familial sont inadéquats, au point de poser un risque pour la sécurité et la santé des enfants.

La professeure Japel a pu compiler ces chiffres grâce à sa participation à l'Étude longitudinale sur le développement des enfants du Québec (ÉLDEQ). Cet ambitieux projet a été lancé au cours de l'année 1997-1998, lorsque plus de 2 000 nouveau-nés ont été sélectionnés à partir du registre des naissances pour former un échantillon représentatif de l'ensemble des poupons de la province. L'objectif initial de cette étude longitudinale, financée au départ par le ministère de la Santé, était d'identifier les facteurs socio-

économiques responsables des difficultés d'adaptation vécues par les enfants une fois entrés à l'école. Des intervenants sont allés rencontrer les parents aux quatre coins du Québec alors que leur bébé n'avait que cinq mois. Depuis, ils retournent visiter les familles une fois par année. À chaque occasion, les parents remplissent des pages et des pages de questionnaires.

Toutes les données sont analysées par l'équipe comprenant une vingtaine de chercheurs, majoritairement de l'Université de Montréal. Certains se penchent sur les habitudes de sommeil des enfants, d'autres sur leur alimentation ou leurs comportements sociaux. Pour sa part, Christa Japel s'intéresse aux modalités de garde.

«Moyens» et «dangereux»

Au total, 1 500 milieux de garde ont accepté de recevoir un observateur travaillant pour le projet ÉLDEQ, le temps d'une journée. Parmi eux, il y avait des services publics : des centres de la petite enfance (CPE) dits «en installation» ainsi que des CPE dits «en milieu familial». Il y avait également des garderies privées, «en installation» et «en milieu familial». Pour chacun, les observateurs ont évalué les interactions entre le personnel et les enfants, le programme d'activités, les interactions entre le personnel et les parents, les compétences du personnel, le ratio personnel-enfants, les conditions mises en place pour as-



Photo : Jean-François Leblanc

Christa Japel, professeure au Département d'éducation et formation spécialisées.

surer la santé et la sécurité des enfants, l'alimentation, l'environnement physique ainsi que la gestion du service.

Au final, chaque milieu de garde a obtenu une note sur 7. «Les centres qui ont obtenu 5 et plus sont consi-

dérés comme bons ou excellents, explique la professeure Japel. Entre 3 et 4,9, il s'agit d'un score moyen : le service est adéquat, mais il ne favorise pas vraiment le développement des enfants. Enfin, une note inférieure à 3 est attribuée lorsque le milieu est jugé inadéquat, c'est-à-dire qu'il pose un risque pour la santé et la sécurité des enfants.»

Parmi les CPE dits «en installation», 34,7 % ont été jugés bons ou excellents; 59,5 % étaient moyens; et 5,8 % étaient inadéquats. Parmi les CPE en milieu familial, 28,5 % étaient bons ou excellents; 64,7 % étaient moyens; et 6,8 % étaient inadéquats. «Les CPE ont été créés par le gouvernement dans le cadre de la nouvelle politique familiale pour stimuler le développement des enfants, rappelle la professeure Japel. Les résultats mon-

trrent qu'on est encore loin d'avoir atteint ce but.»

Les résultats sont bien plus sombres du côté privé. En installation, 14,2 % des centres étaient bons ou excellents, 58,7 % étaient moyens; et 27,1 % étaient inadéquats. En milieu familial, 9,5 % étaient bons ou excellents; 64,8 % étaient moyens; et 25,7 % étaient inadéquats. «Ces chiffres sont alarmants, commente la professeure Japel. Près de 30 % des milieux de garde privés posent un risque pour les enfants. On sait qu'actuellement, il manque environ 10 000 places en garderie. Pour des raisons d'économie, le gouvernement sera sûrement enclin à les ouvrir en milieu privé plutôt que d'investir dans les CPE. C'est très inquiétant.»

Pas question de palmarès

Bien loin de la professeure l'idée de publier un palmarès des garderies comme le magazine *L'Actualité* le fait pour les écoles secondaires. «Je ne voudrais pas que les parents issus de milieux favorisés se servent de ces données pour trouver une place dans les meilleures garderies, dit-elle. Il faut plutôt voir à assurer une qualité constante dans tous les milieux.» Pour l'instant, selon les données, les enfants qui fréquentent les milieux de garde inadéquats seraient également répartis dans les milieux favorisés et défavorisés. Au sein des garderies qui ont obtenu une cote supérieure à 5, toutefois, il y avait beaucoup moins d'enfants défavorisés.

Cette année, la cohorte de 2 000 enfants terminera sa première année de primaire. La professeure Japel continue à les suivre pour voir comment ils s'adaptent à leur nouvel environnement. Éventuellement, elle pourra analyser leurs résultats scolaires en fonction de leur expérience en milieu de garde. D'autres études et rapports suivront. Jusqu'à quand se poursuivra cette étude ? «Idéalement, jusqu'à ce que les membres de la cohorte prennent leur retraite», répond-elle en riant.

Hommage aux créatrices en musique

ÉVÉNEMENTS CONCERTS

5 mai
MAESTRA JAM
La voix des instruments
Mistress Barbara
Metropolis

6 mai
CHANSONS DES AMÉRIQUES
Une célébration de la résistance
Soraya Benitez
France Castel
Monique Giroux
Joseph Marchand
Ariane Moffatt
Buffy Ste-Marie
Chloé Ste-Marie
Mise en scène
Mouffe
Spectrum

7 mai
DAMES DU JAZZ
Thème du jazz au féminin
Mimi Blais
JoAnne Brackeen
Gregory Charles
et les Voix Boréales
Lorraine Desmarais
Tina Turner
Mimi Blais
Spectrum

8 mai
MERCI MA SOEUR!
Gala reconnaissance
Hommage aux religieuses du Québec
Louise Bessette
Natalie Choquette
Quatuor Claudel
Louise Courville
Lise Daoust
Laurence Lambert-Chan
Alain Lefèvre
Annie Lemay
Isabelle Marchand
Marie-Danielle Parent
Marie-Josée Simard
Yves Thériault
Suzanne Boisvert
Salle Pierre-Mercure

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL DES CRÉATRICES EN MUSIQUE 2005

- **Maestra Jam** : une grande messe dansante avec Mistress Barbara, une des DJ les plus reconnus au monde qui fera vibrer la faune nocturne montréalaise avec sa musique drummy, funky et techno. Le 5 mai, au Métropolis, à 21h30;
- **Chansons des Amériques** : une célébration de chansons rebelles interprétées dans leur langue d'origine et composées par des femmes au fil de luttes menées dans les trois Amériques. Ariane Moffatt, France Castel, Louise Forestier, Chloé Ste-Marie et Soraya Benitez seront notamment de la partie. Le 6 mai, au Spectrum, à 20h30;

* **Dames du jazz** : un spectacle mettant en valeur l'apport musical des jazzwomen, depuis le ragtime jusqu'au jazz contemporain, avec Lorraine Desmarais, JoAnne Brackeen, Grégory Charles et Les Voix Boréales. Le 7 mai, au Spectrum, à 20h30;

* **Merci ma Sœur!** : un gala animé par Natalie Choquette réunissant de nombreux artistes québécois venus rendre hommage à des religieuses du Québec qui ont eu une influence significative sur leur parcours musical. Seront présents Louise Bessette, Alain Lefèvre, Annie Lemay, le quatuor Claudel et Isabelle Marchand, pour ne nommer qu'eux. Le 8 mai, à la Salle Pierre-Mercure, à 19h30.

par l'ARIR en collaboration avec l'organisme sans but lucratif *Maestra*, voué à promouvoir la création musicale des femmes de tous âges et de toutes origines.

Le rendez-vous mise sur la découverte d'œuvres musicales diversifiées à travers la tenue de quatre grands concerts :

SUR INTERNET
www.maestramusique.ca

Pour une économie solidaire

L'UQAM sera l'hôte, les 9 et 10 juin prochains, de l'Université d'été sur l'«internationalisation de l'économie sociale» qui vise à susciter la réflexion et les échanges sur les enjeux et les défis de l'économie sociale et solidaire pour les mouvements sociaux et les entreprises collectives du Nord et du Sud. Les personnes participantes pourront mieux saisir les dynamiques à l'œuvre dans le mouvement altermondialiste et dans le Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire (RIPESS).

Cet événement, organisé par le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) de l'UQAM, le Groupe d'économie solidaire du Québec, la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités et la Chaire en insertion des personnes sans emploi, se veut aussi un lieu de formation et de préparation en vue de la troisième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité qui se

Université d'été

sur
l'Internationalisation de l'économie sociale

les 9 et 10 juin 2005

LAREPPS

Groupe d'économie solidaire du Québec

Chaire de recherche

tiendra à Dakar, en novembre 2005.

Pour de plus amples informations : 977-3000, poste 2552 et lareppsqam.ca

Regards sur l'humour

«Le comique et l'humour, ce n'est pas sérieux? C'est ce que semblent penser nos intellectuels qui ont longtemps boudé le comique comme objet d'étude», écrit Robert Aird, chercheur à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec à l'UQAM. Celui-ci a coordonné un dossier consacré au thème «humour et politique» dans le dernier numéro du *Bulletin d'histoire politique*.

Selon Robert Aird, le comique et l'humour s'avèrent des objets d'étude originaux permettant de «mieux saisir le sens des malaises, des tensions et des dépressions populaires à travers le temps.» Remontant de l'époque de la Nouvelle-France jusqu'à nos jours, les contributions réunies ici traitent d'aspects très divers de l'humour politique au Québec : la satire dans les journaux québécois au XIX^e siècle, les dimensions socio-politiques de l'humour radiophonique entre 1940 et 1970, les femmes et l'utilisation de

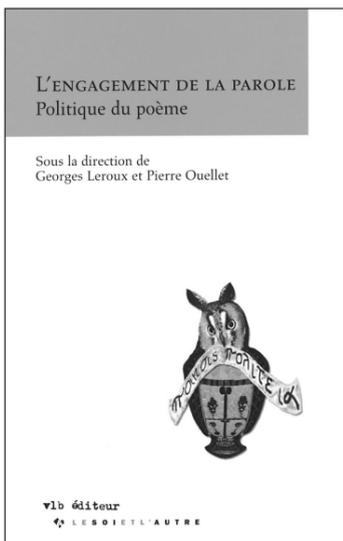


l'humour comme véhicule d'émancipation et le discours d'Yvon Deschamps. Enfin, on se demande si, depuis les années 80, la logique marchande, l'apathie et le scepticisme à l'égard de la politique sont venus à bout d'un humour qui donne à penser sur la société.

Poésie engagée

Publié sous la direction des professeurs Georges Leroux (philosophie) et Pierre Ouellet (études littéraires), l'ouvrage intitulé *L'engagement de la parole* réunit les textes de divers auteurs, belges, français et québécois, sur le thème de la poétique de la responsabilité en tant que fondement d'une «politique du poème».

Comme l'écrit Georges Leroux dans l'introduction, «le poème n'est



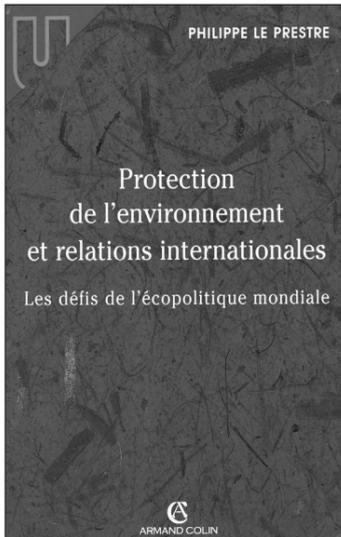
pas seulement un objet déposé comme une offrande sur la place de la cité, et brillant par sa beauté, il est ce par quoi l'existence même de la cité devient habitation politique.» Le corps poétique a explosé, ajoute-t-il, en se présentant d'abord comme liberté et intervention dans le monde. Et la liberté n'est pas seulement un engagement au service de la libération, elle a aussi la tâche de penser le possible, l'ouvert, l'infini. C'est pourquoi, dans les textes de ce recueil, on entend une résistance et une colère contre le nouvel asservissement de l'identique et de l'homogène. Paru chez VLB éditeur dans la collection *Le soi et l'autre*.

Les clés de l'«écopolitique» mondiale

Les ratés entourant la mise en œuvre du Protocole de Kyoto montrent les difficultés du pouvoir politique à répondre aux impératifs de protection de l'environnement pourtant reconnus internationalement. Pourquoi les décideurs n'ont-ils pas la volonté de mettre en place des politiques susceptibles d'éviter une détérioration irréversible de notre milieu naturel et de notre qualité de vie? Philippe Le Prestre, professeur de science politique et directeur de l'Observatoire de l'écopolitique internationale de l'Université du Québec à Montréal, analyse la question dans *Protection de l'environnement et relations internationales. Les défis de l'écopolitique mondiale*.

«La politique internationale de l'environnement est le domaine de l'hyperbole, de l'émotion, du manque de rigueur intellectuelle et de convictions qui se substituent aux démonstrations empiriques», écrit le professeur. Contrairement aux auteurs qui se contentent de dresser un bilan catastrophiste de la situation et dont le but n'est pas d'expliquer mais de convain-

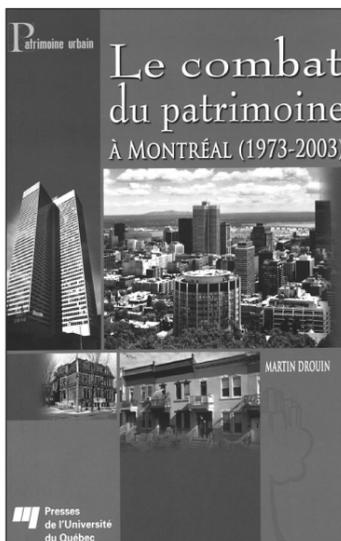
cre et de mobiliser, Philippe Le Prestre tente de comprendre la dynamique politique qui régit la coopération internationale en matière d'environnement. Sur la base des travaux universitaires les plus récents, il explique pourquoi les progrès politiques paraissent si lents. Il s'agit de la deuxième édition, revue et augmentée, de



cet ouvrage initialement publié en 1997. Paru chez Armand Collin.

Le combat pour sauver Montréal

Aujourd'hui, l'importance de protéger le patrimoine montréalais semble aller de soi. Ce n'était pas le cas dans les années 60, à l'époque où le maire Jean Drapeau rêvait de faire de Montréal une «métropole du futur». Dans *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, l'historien Martin Drouin retrace trois décennies d'efforts et de débats houleux pour faire reconnaître la particularité du paysage montréalais et la nécessité de le défendre. Cette chronique commence avec la création de *Sauvons Montréal*, une coalition formée dans la foulée de l'événement

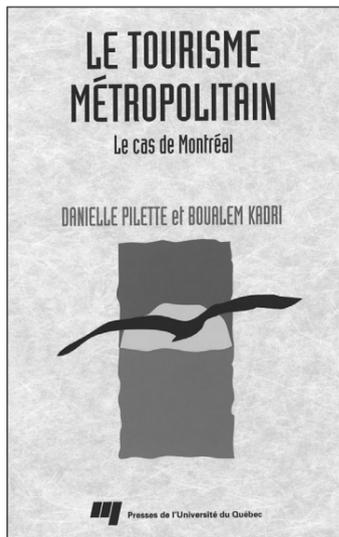


fondateur que constitue, en 1973, la démolition de la maison Van Horne, une demeure victorienne de la rue Sherbrooke. Elle s'achève avec l'action *d'Héritage Montréal* pour la préservation du mont Royal.

Chercheur postdoctoral à l'Institut de géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale (Brest) et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et à l'Institut de recherche sur le patrimoine de l'UQAM, Martin Drouin s'intéresse au phénomène de la patrimonialisation, c'est-à-dire aux mécanismes sous-jacents à la reconnaissance du patrimoine architectural et urbain. De nombreuses photographies et des reproductions d'articles de journaux agrémentent la lecture de son livre paru aux Presses de l'Université du Québec.

Montréal, destination vacances

Différent du tourisme bleu (à la plage), blanc (aux sports d'hiver) ou vert (en montagne et en villégiature), le tourisme «gris» mise sur la ville comme destination de choix. Évidemment, seuls les centres urbains ayant acquis une notoriété particulière



arrivent à tirer leur épingle du jeu lorsque vient le temps d'attirer des touristes. Certaines misent sur leurs produits culturels, d'autres sur leurs événements sportifs, l'organisation de congrès ou simplement le rythme de vie et l'ambiance qui règne dans leurs cafés et restaurants. Parmi les villes qui font rêver, quelques-unes sont des métropoles internationales qui arrivent à combiner toutes ces facettes à la fois.

C'est précisément à ces métropoles que s'intéressent Danielle Pilette, professeure au Département d'études urbaines et touristiques, et Kadri

Boualem, professionnel de recherche au Centre international de formation en tourisme (CIFORT). Dans leur livre intitulé *Le tourisme métropolitain. Le cas de Montréal*, ils discutent de ce qui fait d'une ville une métropole touristique et présentent Montréal, la plus grande ville francophone d'Amérique, comme un exemple de réussite. Publié aux Presses de l'Université du Québec.

Gérer la transparence

On associe généralement le rôle de relationnistes à la présentation d'un profil favorable de l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Les communiqués des compagnies pharmaceuti-



ques rapportent rarement les effets négatifs des médicaments mis sur le marché! Or, l'adoption de nouvelles législations et réglementations, au Québec et au Canada, exige maintenant des compagnies qu'elles divulguent les risques inhérents à leurs activités. Gérer les impacts de la transparence pose ainsi de nouveaux défis aux relationnistes.

Pour faire le point sur les lois et règlements ainsi que sur leurs répercussions, le Centre Weber Shandwick d'innovation en relations publiques a organisé en mars 2004 un colloque sous l'égide de la Chaire en relations publiques de l'UQAM. Intitulé *Un nouveau défi : la communication des risques*, l'événement a réuni des experts du milieu universitaire ainsi que des représentants du secteur gouvernemental, des entreprises, des organismes publics et parapublics. Sous la direction de Danielle Maisonneuve, titulaire de la Chaire en relations publiques, les actes du colloque viennent d'être publiés sous le titre *La communication des risques, un nouveau défi* aux Presses de l'Université du Québec.

PUBLICITÉ

LUNDI 2 MAI

Chaire en gestion des compétences

Conférence : «Le respect comme compétence : comment prévenir le harcèlement moral au travail», de 18h à 20h.

Conférencière : Marie-France Hirigoyen, psychiatre et psychanalyste.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R520.

Renseignements :

Lise Ravault

987-3000, poste 2253

ravault.lise@uqam.ca

www.chaire-competences.uqam.ca

Département de psychologie

Cercle d'animation

psychodynamique (CAP) : «La passion de l'Autre : l'inséparable de l'anorexique et de l'endeuillé», de 19h à 21h.

Animatrice : Louise Grenier, chargée de cours en psychologie.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2901.

Renseignements :

Louise Grenier

987-4184

grenier.louise@uqam.ca

MARDI 3 MAI

Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord

«Le Saguenay comme origine», de 10h30 à 11h30.

Conférencière : Lise Tremblay.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-M440.

Renseignements :

Daniel Chartier

987-3000, poste 4926

chartier.daniel@uqam.ca

Département de mathématiques

Colloque annuel du Groupe des didacticiens des mathématiques du Québec (GDM) : «Raisonnement mathématique et formation citoyenne», se poursuit le 4 mai de 11h à 18h15.

Conférenciers : Raymond Duval, Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque, France; Anna Sierpinska, Concordia University, Pavillon Président-Kennedy, salle PK-5115.

Renseignements :

Jeanne Laporte

987-3000, poste 6104

laporte-jobin.jeanne@uqam.ca

www.er.uqam.ca/nobel/r13764/gdm2005

UQAM Générations

Café-débat : «Le bénévolat, duperie... nouveau rôle social?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

MERCREDI 4 MAI

École de design

Exposition : «Finissants en design graphique», jusqu'au dimanche 8 mai de 12h à 18h.

Centre de design, salle DE-R200.

Renseignements :

Martin L'Allier

525-7084

m.lallier@videotron.ca

www.centrededesign.uqam.ca/

Faculté des sciences humaines

Conférence : «Fonder le symbolique? sur la mort et la loi», de 12h30 à 14h.

Présidence : Louise Grenier;

conférencier : Olivier Clain, professeur au Département de sociologie, Université Laval.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2901.

Renseignements :

Louise Grenier

987-3000, poste 4184

gepi.psa@internet.uqam.ca

www.unites.uqam.ca/gepi/

JEUDI 5 MAI

Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement

Conférence : «Le défi de l'écodéveloppement : de Stockholm à 2100», à 16h.

Conférencier : Christian De Laet, un pionnier des questions d'environnement et de développement alternatif depuis Stockholm (1972) jusqu'à maintenant.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements :

Lynne Dionne

987-3000, poste 6749

dionne.lynne@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/

VENDREDI 6 MAI

Galerie de l'UQAM

Expositions : «Le jeu chinois» et «La maison que Jack a bâtie», jusqu'au 18 juin du mardi au samedi de 12h à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.

Renseignements :

987-8421

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca/

SAMEDI 7 MAI

Centre Pierre-Péladeau

Série musique en apéro :

«Promenade à Ferrare», à 17h.

Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

987-4691

reception@centrepierrepeladeau.com

www.centrepierrepeladeau.com

LUNDI 9 MAI

Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

73^e congrès de l'ACFAS :

«Innovations durables», jusqu'au

13 mai.

Renseignements :

www.acfas.ca/congres

JEUDI 12 MAI

CEFRES (Centre de recherche et de formation en enseignement supérieur)

Atelier : «TIC 801 – Clinique sur l'utilisation de WEBCT dans le contexte de l'enseignement», de

9h30 à 17h30.

Animateur : Marcelo-Fabian Maina.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-R730.

Renseignements :

Anne-Marie Grandtner

987-3000 poste 2208

www.cefres.uqam.ca

cefres@uqam.ca

VENDREDI 13 MAI

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence : «Building and Consolidating Regional Innovation Systems in a Globalizing Economy», de 12h30 à 14h.

Conférenciers : David Doloreux, UQAR; Leif Hommen, Université de Lund.

Pavillon Thérèse-Casgrain,

salle W-3235.

Renseignements :

987-3000, poste 4018

cirst@uqam.ca

www.cirst.uqam.ca

MARDI 17 MAI

UQAM Générations

Café-débat : «Les Québécois tolèrent-ils l'intolérance?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

JEUDI 19 MAI

Centre d'écoute et de référence

Atelier : «Bénévolat», de 12h40 à 13h40 et de 17h à 18h.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-3255.

Renseignements :

centre_ecoute@uqam.ca

www.ecoute.uqam.ca

MARDI 24 MAI

UQAM Générations

Café-débat : «Méditer, une véritable thérapie... une mode futile?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

MERCREDI 25 MAI

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

Conférence : «Accounting for the Value added by Volunteers Workshop», de 10h à 12h30.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.

Renseignements :

Hélène Gélinas

987-3000, poste 4458

gélinas.helene@uqam.ca

www.crisis.uqam.ca

Département d'études urbaines et touristiques

Série de conférences «URBA 2015» : «Vers des collectivités viables, mieux bâtir nos milieux de vie au XXI^e siècle», à 17h.

Conférencier : Jérôme Vaillancourt,

directeur général de «Vivre en ville».

Pavillon Athanase-David,

salle D-R200.

Renseignements :

Florence Junca-Adenot

987-3000, poste 2264

junca-adenot.florence@uqam.ca

JEUDI 26 MAI

Centre Pierre-Péladeau

Constantinople : «Dolce et soave», à 20h.

Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

286-8008

reception@centrepierrepeladeau.com

www.constantinople.ca

DIMANCHE 29 MAI

Département de musique

Concert de l'Ensemble de jazz vocal GVPS, de 16h à 17h30.

Interprètes : L'ensemble vocal sera accompagné par James Gelfand, pianiste, Guy Boisvert, contrebassiste et Yves Boisvert batteur.

Pavillon de musique, salle F-3080.

Renseignements :

Joël Baril

(450) 889-8633

jbaril@citenet.net

MARDI 31 MAI

UQAM Générations

Café-débat : «Le pouvoir gris est-il réel?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

MERCREDI 1^{er} JUIN

Chaire en gestion des compétences en collaboration avec l'Institut Santé et société

Colloque : «Prévenir le harcèlement psychologique au travail, une question de santé et de compétences», de 9h à 17h.

Conférencière : Elisabeth Bukspan, Honorary Research Officer, University of London et CNRS, France.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-1950.

Renseignements :

Lise Ravault

987-3000, poste 2253

ravault.lise@uqam.ca

www.chaire-competences.uqam.ca et

www.iss.uqam.ca

JEUDI 2 JUIN

CEIM (Centre Études internationales et Mondialisation)

Colloque : «Intégrations régionales et stratégies de développement : les relations Nord-Sud dans l'Euromed, les Amériques et l'Asie», se poursuit le 3 juin.

Renseignements :

987-3000, poste 3910

ceim@uqam.ca

www.ceim.uqam.ca

MARDI 7 JUIN

UQAM Générations

Café-débat : «Le mensonge est-il un mal nécessaire?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

MERCREDI 8 JUIN

CEFRES (Centre de recherche et de formation en enseignement supérieur)

Atelier : «Formation pédagogique offerte aux nouveaux professeurs», jusqu'au vendredi 10 juin de 9h à 17h, également du 13 au 15 juin et du 16 au 18 août aux mêmes heures.

Coordonnateur : Pierre-Claude Lafond, professeur, Département des sciences juridiques.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-1950.

Renseignements :

Anne-Marie Grandtner

987-3000, poste 2208

cefres@uqam.ca

www.cefres.uqam.ca

MARDI 14 JUIN

UQAM Générations

Café-débat : «Pourquoi le jazz séduit-il?», de 13h30 à 15h.

Pavillon Maisonneuve, Carrefour des Générations (B-R200).

Renseignements :

987-7784

uqam.generations@uqam.ca

PUBLICITÉ

Entre la guerre préventive et le devoir d'ingérence

Marie-Claude Bourdon

Peut-on légitimer l'attaque préventive? Selon Charles-Philippe David, c'est l'épineuse question qui se trouve au coeur du projet de réforme de l'ONU déposé récemment par son secrétaire général, Kofi Annan. La mission même des Nations unies, ses mandats, ses opérations, tout sera revu au cours des prochains mois pour mieux tenir compte des nouvelles réalités planétaires. Mais, dans la foulée de la crise irakienne, c'est surtout la tentative de baliser le recours à la guerre préventive qui retiendra l'attention.

«L'idée de la guerre préventive, c'est de frapper le premier, rappelle le spécialiste des relations internationales et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. On pressent que des menaces vont se concrétiser à court, moyen ou long terme et on veut faire usage de la force le plus vite possible pour enrayer cette évolution-là. C'est cette doctrine qui, à tort ou à raison, a motivé l'administration Bush à envahir l'Irak. Mais, au-delà de la légitime nécessité d'un droit à l'auto-défense en cas d'attaque, est-il possible de justifier la guerre préventive dans le cadre onusien? Mon opinion personnelle est que cela sera très difficile.»

Étant donné le nouveau contexte international depuis septembre 2001, la menace terroriste, mais aussi la prolifération des armes nucléaires et des conflits interethniques, tout le monde s'entend sur le besoin de réformer l'ONU. La question reste de savoir comment et si cela sera possible. Plusieurs commentateurs ont avancé que, même réformée, l'ONU resterait paralysée devant des situations comme la guerre en Irak ou celle qui prévaut en ce moment au Darfour.

Le devoir de protéger

Charles-Philippe David ne croit pas qu'on puisse en arriver à une norme sur le recours à la force militaire qui s'appliquerait à l'échelle de la planète, mais cela ne l'empêche pas d'être confiant à l'égard d'autres aspects du dossier onusien. Ainsi, il entrevoit la possibilité que soient appliquées les recommandations du rapport de la



Photo : Jean-François Leblanc

Charles-Philippe David pense qu'il sera très difficile d'en arriver à légitimer le droit de déclencher la guerre.

Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États, dans laquelle le Canada a joué un rôle de premier plan. «On reconnaît de plus en plus que la communauté internationale a le devoir de protéger les populations réprimées, déplacées ou qui se retrouvent en situation de violence, et de le faire en dépit de la souveraineté des États, dit le politologue. Depuis 1991, on est intervenu, mais c'était toujours au cas par cas. Dorénavant, ce serait une obligation. Le devoir d'ingérence ferait l'objet d'une résolution du conseil de sécurité et pourrait même se trouver enchâssé dans la charte onusienne.»

Le problème, comme c'est le cas au Darfour, c'est qu'il suffit qu'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie et la Chine) s'y oppose pour bloquer toute intervention plus musclée. C'est pourquoi l'élargissement du conseil de sécurité constitue un autre point majeur de la réforme proposée par Kofi Annan.

«Toutes sortes de formules ont été avancées pour que l'ONU reflète mieux la nouvelle géopolitique internationale», souligne Charles-Philippe David. Plusieurs pays dont l'importance s'est accrue au cours des der-

nières années convoitent un siège au Conseil de sécurité élargi qui pourrait passer de 15 membres, dont cinq permanents, à 24 membres. Mais si l'on s'entend pour augmenter le nombre de sièges permanents, il reste à déterminer leur nombre, qui les détiendra et si ceux-ci s'accompagneront d'un droit de veto, ce qui semble peu probable, compte tenu de la volonté jalouse des cinq membres actuels de conserver ce privilège.

Sur la question de l'attribution des sièges permanents, «les débats sont épouvantables», dit le professeur. Ainsi, plusieurs pensent que l'Inde devrait être représentée au Conseil de sécurité, mais le Pakistan, qui rappelle qu'il est lui aussi une puissance nucléaire, ne veut rien entendre de cette possibilité. Également, nombreux sont ceux qui estiment que le Japon a mérité son siège. En effet, le Japon a beaucoup contribué financièrement à l'ONU et il a une bonne réputation. Mais même si cette candidature suscite moins de résistance, la Chine et la Corée n'y sont pas favorables.

Sièges en alternance

Pour ce qui est de la représentation du continent africain, deux candidats paraissent plus plausibles, soit

l'Afrique du Sud et le Nigéria, qui jouissent d'une importante influence dans leur région et qui sont en compétition pour un siège. De même, on estime que le Brésil, le pays le plus important d'Amérique du Sud, devrait avoir sa place au Conseil. Mais ça ne fait pas l'affaire de sa voisine, l'Argentine. «Certains ont donc proposé qu'on crée des sièges permanents qui seraient occupés, en rotation, par deux ou trois pays d'une même région, dit Charles-Philippe David. Par exemple, l'Inde pourrait occuper un siège, en alternance avec le Pakistan, pour des périodes de quatre ou cinq ans.»

Quelles que soient les modalités re-

tenues, c'est cet aspect de la réforme de l'ONU qui, selon le professeur, a le plus de chance de se concrétiser, à cause de la légitimité accrue dont bénéficierait un Conseil de sécurité élargi. «Il n'est d'ailleurs pas complètement exclu qu'on y prévoit une place pour un représentant du Moyen-Orient», ajoute-t-il.

Consolider la paix

Une autre retombée possible de ce projet de réforme concerne une nouvelle commission qui pourrait être créée pour la consolidation de la paix dans des États ravagés par la guerre et les conflits internes. «Cette commission onusienne pourrait prendre sous sa protection, presque sous sa tutelle, des États comme la Somalie ou Haïti, où plus rien ne fonctionne, et les aider à se relever, à se reconstruire et à s'acheminer vers la démocratie, d'une manière plus soutenue que par les organes qui existent déjà», explique Charles-Philippe David.

À ce sujet, le politologue rappelle que le nombre de casques bleus déployés en 2004-2005 est le plus élevé depuis la fin de la Guerre froide. «Cela contredit l'impression que l'ONU ne fait plus rien et ne sert plus à rien.» Selon Charles-Philippe David, on a trop souvent décrété la fin de l'ONU depuis la guerre en ex-Yougoslavie, les catastrophes humanitaires au Rwanda et le déclenchement de la guerre en Irak. Même dans ce dernier cas, en résistant à l'appel des Américains et en refusant de donner leur aval à la guerre, les Nations Unies ont joué leur rôle, soutient-il. Selon lui, «l'ONU est là pour rester, mais il faut la moderniser.» ●

Tirages des billets du CPP

Les gagnantes des tirages du Centre Pierre-Péladeau, qui ont eu lieu chaque vendredi pour les étudiants et les employés de l'UQAM, sont, pour les deux dernières semaines, Mmes Jocelyne BROUSSEAU, commis à l'accueil et à la gestion des dossiers au Bureau du registraire et Maryse CHAGON, étudiante au certificat en arts plastiques. Les gagnantes sont invitées à choisir une paire de billets pour un spectacle de leur choix présenté à la Salle Pierre-Mercure du Centre Pierre-Péladeau.



BULLETIN DE PARTICIPATION pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2004-2005 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une **Carte UQAM** d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2004-2005 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) - Programme : _____

Employé(e) - Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 6 mai 2005. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal **L'UQAM** publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.

Apprendre l'action citoyenne

C'est sous le thème «Un nouveau monde, un nouveau sens» que se tiendra la deuxième édition de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde du 18 au 21 août prochains. Cette école de citoyenneté aux airs de festival s'adresse aux jeunes Québécois de 15 à 30 ans, de toutes les régions, qui s'intéressent à la chose publique et aux grands enjeux sociaux, économiques, politiques et culturels auxquels le Québec est confronté.

Les participants pourront se composer un horaire en choisissant parmi 50 activités qui leur permettront d'échanger avec des conférenciers

d'ici et d'ailleurs issus des milieux politique, médiatique et économique, ainsi qu'avec des personnes engagées dans la société civile. L'École favorisera également l'initiation à la pratique d'un métier relié à l'information, comme le journalisme et le documentaire, et offrira des sessions d'initiation à la citoyenneté autour de divers thèmes : qu'est-ce que l'action politique? Comment fonder un organisme sans but lucratif? Comment mener à bien un projet de coopération internationale?, etc.

L'Institut du Nouveau Monde, dont le directeur est le journaliste Michel

Venne, est un organisme indépendant et non partisan, voué au renouvellement des idées et à l'animation du débat public. Travaillant dans une perspective de justice sociale, l'Institut compte dix cercles régionaux, publie *L'Annuaire du Québec* aux éditions Fides et organise des rencontres pour débattre des orientations du Québec de demain.

Cette année, l'École attend quelque 600 jeunes participants. La date limite d'inscription est le 30 juin. Pour de plus amples informations, on peut consulter le site suivant : www.inm.qc.ca